



EESC info

European Economic and Social Committee

A bridge between Europe and organised civil society

October 2025 | FR

This page is also available in:

- [EN](#)

Available Languages:

EN

FR

ÉDITORIAL



Éditorial

Chères lectrices, chers lecteurs,

J'ai le grand honneur de m'adresser à vous en tant que président nouvellement élu du Comité économique et social européen (CESE). Je tiens à remercier chaleureusement chacune et chacun d'entre vous et à vous exprimer ma sincère gratitude pour les contributions fondamentales que les organisations de la société civile apportent chaque jour à nos communautés.

Comme le souligne mon programme de travail, ces contributions sont plus nécessaires que jamais à l'époque à la fois extraordinaire et ardue où nous vivons.

L'éventualité d'une guerre assombrit une nouvelle fois les perspectives de l'Europe. L'instabilité s'accroît dans le monde entier. L'échéance de 2030 que se sont fixée les Nations Unies pour leurs objectifs de développement durable approche rapidement, alors que la plupart d'entre eux sont loin d'être réalisés. La crise climatique, la perte de diversité biologique et la rareté de l'eau requièrent d'agir d'urgence.

Plus près de nous, plus de 20 % de la population de l'Union demeurent exposés au risque de pauvreté et d'exclusion sociale. Aussi bien les évolutions de la démographie, la difficulté à réaliser des transitions écologique et numérique équitables que le besoin urgent d'une main-d'œuvre qualifiée et protégée requièrent notre attention. Alors que l'Union européenne se fie de plus en plus à ses propres ressources, le besoin pour elle de disposer d'une économie forte apparaît primordial. Cette économie se doit d'être compétitive sur les marchés mondiaux et de créer des emplois, de l'innovation et de la prospérité.

Dans ce contexte, il apparaît légitime que l'Union européenne passe d'un projet de paix à un projet où sa défense est plus présente. L'Union aura besoin d'une approche globale pour préparer les citoyens à cette transformation. À mesure que cette dernière se déroulera, il est essentiel que le CESE serve de bastion pour la démocratie et l'engagement civique.

C'est pourquoi, au cours de ma présidence, j'accorderai la priorité à un programme de travail centré sur les personnes, qui place la société civile au cœur de l'Europe. Ma vision est celle d'une Union qui soit à la fois riche en perspectives, celle de la sécurité et celle de la résilience, autant d'axes autour desquels s'articule mon programme de travail.

Parvenir à une «Union riche en perspectives», c'est créer une Europe où chacun dispose d'une chance équitable de prospérer. Il s'agit de trouver le bon équilibre entre la croissance économique, l'inclusion sociale et l'égalité d'accès aux chances.

Pour réaliser une «Union de la sécurité», il s'agit de mettre en avant le rôle crucial du CESE pour défendre la démocratie, l'espace civique et la liberté des médias, et lutter dans le même temps contre des menaces telles que la désinformation et la perte de confiance du public.

L'«Union de la résilience» met l'accent sur la capacité de l'Union à relever les défis climatiques, industriels et démographiques grâce à des stratégies intégrées à long terme qui concilient durabilité, compétitivité et équité.

Dans le cadre de ce grand dessein, la lutte contre la pauvreté occupe une place centrale. Si la croissance économique et la création d'emplois jouent à cet égard un rôle essentiel, elles ne suffisent pas. La pauvreté perdure, qu'elle frappe les travailleurs, les enfants ou les personnes âgées.

Les efforts déployés ces dernières années par l'Union européenne pour lutter contre la pauvreté, s'ils constituent une avancée bienvenue dans la bonne direction, ne sont parvenus au mieux qu'à empêcher ce phénomène d'augmenter de manière catastrophique, puisque le nombre de personnes vivant dans la pauvreté ne cesse de persister à des niveaux très élevés. Plus de 93,3 millions de personnes, soit une sur cinq dans l'Union européenne, demeurent exposées au risque de pauvreté et d'exclusion sociale. Non seulement cette pauvreté conduit à une aliénation généralisée, mais elle contribue au sentiment de désillusion à l'égard de l'Union et de ses valeurs démocratiques et elle sape la confiance placée en celles-ci.

Je suis convaincu qu'il est en notre pouvoir de mettre fin à la pauvreté — et je m'emploierai à trouver des solutions inclusives et collaboratives pour venir en aide à ceux qui en ont le plus besoin. Lorsqu'elles sont touchées par l'exclusion, les personnes ne peuvent, par définition, participer pleinement à la société. C'est tout autant le cas lorsque leur sécurité est menacée ou que l'espace dévolu à la société civile s'amenuise comme une peau de chagrin.

C'est pourquoi vos travaux — nos travaux — importent tant pour réaliser une Union riche en perspectives de la sécurité et de la résilience. Tous ensemble, plaçons la société civile au cœur de l'Europe.

Séamus Boland

Président du Comité économique et social européen

À VOS AGENDAS

Du 10 au 21 novembre 2025

[Le CESE à la COP 30 de la CCNUCC](#)

13 novembre 2025

[Former la main-d'œuvre de demain: une participation inclusive et des emplois de qualité pour une Europe compétitive](#)

25 novembre 2025

[Conférence annuelle sur les droits fondamentaux et l'état de droit](#)

27 novembre 2025

[Forum européen sur la migration](#)

1^{er} décembre 2025

Journée européenne du consommateur 2025 sur le thème: «L'Europe à l'encan? Comment les marchés mondiaux changent notre société — ce qu'il nous faut faire dès maintenant»

3 et 4 décembre 2025

Session plénière du CESE



UNE QUESTION POSÉE À LA NOUVELLE VICE-PRÉSIDENTE DU CESE CHARGÉE DU BUDGET

Alena Mastantuono, vice-présidente du CESE chargée du budget. Déléguée permanente de la Chambre de commerce tchèque à Bruxelles et conseillère pour les affaires européennes, elle est depuis 2020 une membre active du groupe des employeurs du CESE. Nous l'avons interrogée sur les priorités de son mandat de vice-présidente, et sur le poids qu'elle entend accorder à la

question du budget dans les travaux du Comité.



UNE ÉNERGIE NOUVELLE AU SERVICE DE DÉFIS BIEN RÉELS: RÉÉQUILIBRAGE DES FORCES AU SEIN DU CESE

Par Alena Mastantuono

L'Europe se trouve à un tournant. Chaque nouveau membre qui rejoint le CESE vient y insuffler une énergie et des points de vue audacieux qui apparaissent plus nécessaires que jamais. Grâce au travail que nos collègues ont accompli sans relâche tout au

long du dernier mandat, notre institution se déclare prête à ouvrir ce nouveau chapitre, en s'appuyant sur des priorités claires et un budget 2025 rigoureux.

Reconnaissons d'emblée que le monde qui nous entoure n'a pas pour caractéristique première la stabilité. Des changements géopolitiques et politiques imprévisibles partout en Europe créent un paysage plus

incertain que jamais. Cette instabilité met réellement à rude épreuve la résilience économique et la compétitivité mondiale de l'Europe, ce qui a des conséquences directes sur sa dimension sociale et son bien-être.

C'est la raison pour laquelle les porte-parole de la société civile ont les yeux tournés vers nous, qui sommes leurs avocats à Bruxelles, pour défendre leurs intérêts et plaider leur cause d'une manière à la fois forte et digne de foi. Notre rôle consultatif vis-à-vis des institutions européennes est beaucoup plus critique qu'auparavant: nous devons veiller à ce que les réalités auxquelles nos concitoyens sont désormais confrontés soient reconnues à tous les niveaux de gouvernement. La défense de notre base industrielle, la simplification urgente de réglementations trop lourdes et la promotion d'une croissance et d'une prospérité durables à long terme doivent être nos priorités cardinales.

En ce que nous sommes l'émanation de la grande famille des employeurs, nous savons une chose qui est trop souvent négligée: l'économie et la société sont indissociables. Nous avons appris que sans économie saine, il n'y a pas de progrès social possible, et sans stabilité sociale, les gains économiques sont fragiles. Chaque décision que nous prenons au sein du Comité doit refléter cet équilibre vital. Je suis déterminée à faire en sorte que les responsables politiques du CESE reconnaissent l'entreprise comme un partenaire essentiel de la prospérité de l'Europe.

La responsabilité est immense. En tant que vice-présidente du CESE chargée du budget, j'aurai pour tâche, conjointement avec les membres de la commission des affaires financières et budgétaires (CAF), de veiller au maintien d'une discipline financière stricte, de garantir la transparence et l'efficacité et de participer pleinement au processus budgétaire européen. Alors que nous clôturons la décharge 2024 et que nous nous préparons à des négociations difficiles pour notre budget 2026, nous nous employons aussi à nous adapter aux nouvelles règles en matière de voyage et à une planification plus intelligente des ressources — et ce, avec pour visée de maximiser notre impact sur l'Europe.

Le plus grand défi qu'il nous faut relever sera au bout du compte celui de la pertinence. Nous devons veiller à ce que la Commission européenne, le Conseil de l'UE et le Parlement européen considèrent le CESE non pas comme un passage obligé, une case de procédure à cocher, mais comme un partenaire indispensable avec qui élaborer une législation européenne plus intelligente et plus efficace, tant pour les entreprises que pour les citoyens.

Depuis 1958, le CESE joue un rôle de passerelle entre l'Union européenne et l'expérience concrète dans la vie réelle. Aujourd'hui, plus que jamais, nous devons moderniser notre image, amplifier notre mission et fournir des conseils fondés, dynamiques et susceptibles d'être entendus.

En ces temps d'incertitude, l'Europe a besoin de notre détermination collective et de l'efficacité de notre plaidoyer — et ce, plus que jamais.



UNE QUESTION POSÉE À LA NOUVELLE VICE-PRÉSIDENTE DU CESE CHARGÉE DE LA COMMUNICATION

Marija Hanževački est membre de longue date du groupe des travailleurs du Comité économique et social européen (CESE) et secrétaire générale des syndicats indépendants de Croatie. Elle a dédié sa carrière à la défense des droits des travailleurs. Aujourd'hui, alors qu'elle rejoint l'équipe dirigeante du CESE en qualité de vice-présidente chargée de la communication, nous

avons souhaité l'entendre sur ses priorités pour le mandat à venir. Elle partage avec nous sa vision qui consiste à mieux faire entendre le point de vue de la société civile européenne et à renforcer le message du CESE partout dans l'Union et au-delà.



AU CESE, PARLER D'UNE VOIX CLAIRE ET UNIE POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE EUROPÉENNE

par Marija Hanževački

Nous vivons aujourd'hui dans un contexte géopolitique de plus en plus difficile, que ce soit en Europe ou dans le reste du monde. Les guerres, la montée de l'extrême droite, la multiplication des discours de haine et la cristallisation des clivages plantent un décor menaçant pour la société civile.

Des plateformes de communication sont devenues, aux mains d'oligarques, des armes redoutables qui aggravent encore l'effet délétère que ces menaces produisent sur la démocratie et les valeurs qui sont les nôtres. En conséquence, il apparaît d'autant plus urgent de communiquer

dans la transparence, en toute responsabilité et de façon efficace.

C'est dans ce climat que je reprends le flambeau en tant que nouvelle vice-présidente du Comité économique et social européen (CESE) chargée de la communication. En m'appuyant sur le travail de ceux qui m'ont précédée à ce poste, je m'efforcerai de faire en sorte que la parole du CESE, qui est le porte-voix de la société civile organisée, soit non seulement entendue, mais aussi qu'elle soit comprise et qu'elle trouve une traduction concrète dans des actes.

J'ai pleinement conscience de la responsabilité qui s'attache à cette fonction de représentation de la société civile de l'Union européenne et de ses partenaires sociaux — soit près de 90 millions de citoyens dans toute

l'Europe. Avec la commission de la communication du CESE, notre mission consistera, ensemble, à nous assurer que nos messages soient clairs, qu'ils soient percutants et qu'ils soient le reflet fidèle de la diversité de nos membres et de leur expertise. Parce qu'au bout du compte, l'enjeu de la communication, ce n'est pas juste la visibilité, c'est aussi son retentissement.

Le processus décisionnel du CESE, auquel prennent part des représentants de chacun des trois groupes qui le composent — employeurs, travailleurs et organisations de la société civile —, est un exemple éclatant de la manière dont la société civile organisée peut influencer la politique de l'Union européenne et la vie de ses citoyens.

J'ai bon espoir que ce fonctionnement sera apparent dans notre communication: l'engagement qui est le mien est de faire en sorte que le CESE parle d'une seule voix, une voix qui reflète pleinement toute l'étendue et l'acuité de l'expérience de nos membres, en veillant dans le même temps à ce que nos priorités soient audibles à la fois pour les institutions européennes et pour le grand public. Les membres de la commission de la communication et moi-même entendons bien mettre en évidence aussi l'importance cruciale que la société civile revêt pour la démocratie européenne.

À l'ère du déluge informationnel et des fausses nouvelles, il est essentiel de focaliser nos efforts sur ce qui compte réellement. L'enjeu consistera pour nous, au CESE, à mettre en valeur nos succès, à surmonter les difficultés qui sont les nôtres et à faire la démonstration de la valeur ajoutée que nous apportons à la société civile européenne. Nous devons communiquer sur les travaux du Comité et sur les résultats qu'il obtient d'une façon qui fasse écho au quotidien des gens.

La transparence sera au cœur de mon approche: nous ferons preuve dans notre communication de constance et d'ouverture, témoignant de notre expertise du travail consultatif au service des institutions de l'Union et du rapprochement des points de vue divers qui sont ceux défendus par les organisations que nous représentons.

Nos ressources sont certes plus limitées que celles d'autres institutions, mais nous aurons à cœur d'explorer des chemins nouveaux pour collaborer avec les instances européennes et d'organiser des activités pour renforcer et promouvoir le dialogue et la mobilisation.

Des événements tels que la *Semaine de la société civile*, «*Votre Europe, votre avis*», le séminaire «*Connecter l'UE*» et le *prix de la société civile* ne sont pas juste des dates inscrites dans nos agendas: ce sont des plateformes pour mener des échanges constructifs et pour célébrer le rôle crucial que joue la société civile dans l'élaboration des politiques de l'Union européenne. J'entends poursuivre ces initiatives à succès et encourager un débat ouvert sur les questions qui comptent le plus pour nos membres et pour le grand public.

Nos membres restent nos meilleurs ambassadeurs. Il est fondamental que nous trouvions de nouvelles façons de les soutenir et des moyens de mieux les aider, par une communication sur le terrain, par une communication ouverte et réciproque, de sorte que nous soyons à l'écoute de celles et ceux que nous représentons et qu'eux aussi aient un retour direct de notre part.

Je porte sur l'avenir un regard optimiste. Nous pouvons faire la différence, et je me réjouis à la perspective de travailler avec les dirigeants du CESE, avec ses membres et avec chacune et chacun d'entre vous, pour faire en sorte que le CESE continue de parler d'une seule voix — une voix qui défend la transparence, la diversité et les valeurs qui sont le socle même de la démocratie européenne.



L'INVITÉ SURPRISE

Ce n'est pas lorsque tout le monde est d'accord qu'un véritable dialogue s'instaure, mais quand on accepte de rester autour de la table malgré nos divergences... Car notre objectif commun de défendre la démocratie, les droits de l'homme, l'état de droit, la solidarité et la participation citoyenne sera toujours plus fort que

ce qui nous divise, écrit notre invité surprise Piotr Sadowski. M. Sadowski vient d'être élu coprésident du Groupe de liaison du CESE, une plateforme qui met en relation le Comité et les organisations de la société civile et a pour but de promouvoir le dialogue et la coopération sur des valeurs européennes fondamentales. Il assumera ce rôle aux côtés de Séamus Boland, président du CESE.

Piotr Sadowski a été élu coprésident du [Groupe de liaison du CESE avec les organisations et réseaux européens de la société civile](#) début octobre. Il est également secrétaire général de [Volonteurope](#), un réseau européen basé à Bruxelles qui œuvre en faveur de la justice sociale par le volontariat et la citoyenneté active. Il est vice-président de la conférence des ONG internationales du Conseil de l'Europe et vice-président de la Lifelong Learning Platform. Tout au long de sa carrière, il a défendu les valeurs européennes et fait en sorte que les voix de la société civile organisée soient représentées tant à l'échelon de l'Union qu'au niveau du Conseil de l'Europe. Membre de longue date du mouvement socialiste et démocrate européen, M. Sadowski est un fervent défenseur des politiques progressistes et s'engage activement en faveur des droits des personnes LGBTQIA+.



L'INCLUSION, LA SÉCURITÉ ET LA RÉSILIENCE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE MAINTIENNENT LA DÉMOCRATIE EN VIE

Par Piotr Sadowski

Lorsque j'ai été élu à la coprésidence du groupe de liaison du CESE, j'ai affirmé que la société civile, loin d'être un simple élément décoratif de la démocratie, faisait au contraire battre son cœur. Le groupe de liaison a été instauré en 2004, avec pour objectif de créer des liens entre les organisations et les réseaux faïtières actifs au niveau européen et le CESE, dont les membres sont issus d'organisations nationales. Vingt ans plus tard, cette

passerelle est plus cruciale que jamais: c'est elle qui permet aux citoyens européens de façonner les politiques qui ont une incidence sur leur vie.

Je suis fermement attaché aux principes de la démocratie, de la création de liens, du dialogue, et surtout du suivi, car, si elle ne fait pas l'objet d'un suivi, la consultation est juste une illusion, dont nous avons tous déjà

pu voir les conséquences bien trop de fois. J'aimerais transformer la consultation en cocréation, au sein de laquelle chaque idée perdure après la fin de la réunion, et chaque participant a le sentiment que sa contribution compte réellement.

Pour moi, c'est là la définition d'un véritable dialogue. Il ne s'agit pas d'être tous d'accord, mais d'accepter de rester autour de la table malgré nos divergences. Même en cas de désaccord, le dialogue civil nécessite de l'empathie, de la créativité et de la persévérance. Lorsque nous ne sommes pas du même avis, nous faisons tout notre possible pour trouver des solutions, car notre objectif commun de défendre la démocratie, les droits de l'homme, l'état de droit, la solidarité et la participation citoyenne sera toujours plus fort que ce qui nous divise.

À l'avenir, je m'efforcerai d'élargir les possibilités de participation, de défendre un espace civique sûr et de renforcer la résilience de l'Europe grâce à la prospective et à la coopération. Ces éléments ne sont pas distincts: il s'agit au contraire des fibres entremêlées d'un même tissu démocratique, la réussite et la vitalité de chacune étant dépendantes de celles des autres.

Les **possibilités de participation**, car l'inclusion est la pierre angulaire de la démocratie. Nous devons ouvrir nos portes aux plus petites organisations, aux jeunes et aux groupes sous-représentés: ceux qui sont loin de Bruxelles et qui méritent d'être entendus. Car chaque fois que nous faisons entendre une nouvelle voix, c'est la démocratie que nous renforçons.

La **défense d'un espace civique sûr**, car la démocratie ne peut exister sans. J'ai rencontré des personnes courageuses, en Serbie et ailleurs. Leur bravoure nous rappelle les enjeux et les raisons pour lesquelles la solidarité ne doit jamais être conditionnelle ou sélective. Nous ne devons pas non plus oublier les aspects émotionnels: les espaces que nous créons ensemble, les environnements caractérisés par la confiance, l'ouverture et la bienveillance. Car la vulnérabilité n'est pas un signe de faiblesse, mais bien de courage.

La **résilience**, parce que les défis à venir nécessitent d'être prêts, et pas seulement de réagir. La société civile est le système d'alerte précoce de l'Europe; c'est elle qui, la première, décèle les failles dans la confiance, ou les moments où l'exclusion se durcit pour se muer en colère.

J'ai hâte de travailler avec **Séamus Boland**, notre nouveau président du CESE, ainsi qu'avec **Sandra Parthie**, **Lucie Studničná** et **Cillian Lohan**, qui occupent respectivement la présidence des groupes des employeurs, des travailleurs et des organisations de la société civile. J'aimerais aussi souligner à quel point le pacte bleu pour l'Europe est important pour moi, tant d'un point de vue professionnel que personnel. Il s'agit à mon sens d'un exemple éloquent de la manière dont la politique et le sens peuvent se rencontrer. Il démontre que cette assemblée peut être un modèle non seulement en ce qui concerne la consultation, mais aussi lorsqu'il s'agit de proposer et de recueillir un soutien intersectoriel pour des politiques indispensables et inclusives dans des domaines essentiels pour notre sécurité, notre résilience et notre dignité, comme la justice dans le domaine de l'eau.

Enfin, la Semaine de la société civile sera au premier rang de mes priorités: une célébration visible et inclusive de l'égalité, de la solidarité, de la jeunesse et de la prospective — une manifestation où la société civile se sent à sa place et où l'Europe se sent vivante.

C'est grâce à la société civile que la démocratie peut retrouver son rythme. Faisons en sorte qu'elle ne le perde pas.

La Commission devrait accorder aux partenaires sociaux des pays candidats à l'adhésion le statut d'observateur dans le cadre du dialogue social européen. Il s'agit là d'une condition préalable qui revêt une importance stratégique pour renforcer les valeurs européennes dans les pays candidats, comme l'indique Kristina Aaltonen, rapporteure de l'avis du CESE sur le thème «[Renforcer les valeurs européennes dans les pays candidats en soutenant le secteur des services publics et en renforçant la position des partenaires sociaux et des organisations de la société civile](#)».



ÉLARGISSEMENT? L'UNION PEUT FAIRE BEAUCOUP PLUS

Par Kristina Aaltonen

La mise en œuvre de la législation et des normes de l'UE est un aspect central du processus d'adhésion. Toutefois, le développement démocratique durable d'un pays ne saurait se limiter au respect du droit européen. La société civile joue un rôle déterminant pour promouvoir une meilleure compréhension et le développement de la société dans le respect des valeurs européennes. Devenir un véritable État membre exige dès lors de mettre en place des initiatives centrées sur les citoyens, la société civile et les partenaires sociaux.

Le secteur des services publics est un acteur de premier plan dans ce domaine, parce qu'il influence profondément le quotidien de chacun. Il est primordial que les services publics et le système politique bénéficient de la confiance de la population, et l'éducation fait partie des ressources les plus précieuses à cet égard. Qu'elle soit formelle ou informelle, elle doit constituer l'un des piliers sur lesquels repose toute société démocratique. En développant leur esprit critique, leurs connaissances, leurs compétences, leurs attitudes et leurs valeurs, c'est par l'éducation que l'on prépare les enfants à devenir des citoyens qui prennent part à la vie démocratique. L'on ne saurait toutefois y parvenir sans garantir l'autonomie professionnelle et la liberté académique. Protéger le rôle démocratique de l'éducation est une nécessité absolue pour défendre les valeurs européennes. Enseignants, chefs d'établissement et autorités éducatives locales doivent faire entendre leur point de vue et apporter une contribution significative pour mener à bien cette transformation.

La société civile et les pouvoirs publics doivent impérativement agir de concert pour encourager la transparence, valoriser la responsabilisation et renforcer la confiance du public. Lorsqu'ils engagent des dialogues structurés et participent aux processus stratégiques, les organisations de la société civile et les partenaires sociaux contribuent à affermir la gouvernance démocratique et la résilience. Une telle approche inclusive est vitale pour lutter contre le populisme et défendre les droits fondamentaux.

Nous, membres du Comité économique et social européen, estimons que le soutien aux partenaires sociaux et aux organisations de la société civile doit figurer parmi les priorités stratégiques qui sous-tendent le processus d'élargissement. Pour ce faire, il s'impose d'accroître les capacités des organisations de la société

civile au moyen de programmes et de financements ciblés de l'UE, ainsi que d'encourager les partenariats et l'apprentissage par les pairs avec les structures homologues dans les États membres. Les comités consultatifs mixtes (des plateformes de la société civile établies entre le CESE et les pays candidats) et d'autres plateformes ont déjà montré ce qu'elles pouvaient apporter en tant qu'espaces de dialogue et d'apprentissage mutuel. Alors que débutent les discussions sur le prochain cadre financier pluriannuel de l'Union, nous devons veiller à ce que les dispositifs de financement soient utilisés de manière plus stratégique, de sorte à amplifier les moyens d'action des acteurs démocratiques dans les pays candidats.

NOUVELLES DU CESE



[The European Economic and Social Committee elects Ireland's Séamus Boland to its top post](#)

The EESC's new president vows to put civil society at the heart of Europe through a people-centred programme that balances economic growth and social inclusion.

The European Economic and Social Committee (EESC) has elected Ireland's **Séamus Boland** as its 35th president, making him the second Irish person to lead the EU body representing organised civil society in its 67-year history.

The new vice-presidents are **Alena Mastantuono** (Czech Republic) for the budget and **Marija Hanževački** (Croatia) for communication.

Central to the new president's vision is the fight against poverty. With over a fifth of the EU population at risk of poverty and social exclusion, and extreme poverty levels rising despite economic progress, the new president is committed to eradicating it.

Following his appointment, Mr Boland said: 'With so many instabilities impacting Europe, it is key that the EU embraces change. The EESC should play an essential role in shaping that change and in building this new Europe - one which is prepared, resilient and self-reliant. This is why, during my mandate as EESC President, I will prioritise a people-centred work programme that puts civil society at the heart of the EU. My vision is of an EU of opportunities, security and resilience, which together we can help deliver.'

The EESC appointed its new leadership on 22 October, during its 600th plenary session, marking the start of its 2025-2030 term of office, with 36% new members. The EESC begins its new term rejuvenated and with a higher proportion of women. The average age of members has fallen from 59 to 55. Women now make up 39% of the Committee, compared to 33% five years ago.

The new Bureau, led by Mr Boland and succeeding **Oliver Röpke**, will serve for two and a half years, until March 2028.

Mr Boland, CEO of Irish Rural Link, has long championed the inclusion of rural communities and other often overlooked groups, including minorities and young people.

Under the motto 'Civil Society at the Heart of Europe', he has set out an ambitious programme structured around three pillars: Opportunities, Security and Resilience. Apart from tackling poverty, he aims to defend democracy, strengthen civic participation, and ensure a fair and green transition that reaches all communities.

The elected vice-president for the budget, Ms Mastantuono, said: 'We must ensure the Commission, Council and Parliament see the EESC not as a procedural box to tick, but as an indispensable partner shaping smarter, more effective EU laws for businesses and citizens alike. We know that without a healthy economy, there is no social progress, and without social stability, economic gains are fragile. Every decision we take in the Committee must reflect this vital balance.'

The new vice-president in charge of communication, Ms Hanževački, said: 'In an era of information overload, rapid technological change, social and economic challenges, armed conflicts and fake news, listening to citizens' voices has never been more important. We represent citizens who are part of social partner and civil society organisations. To make sure their perspectives truly shape our core mission - advising the EU institutions - we must communicate with clarity, consistency and transparency.' (II)



[#CriseDuLogement — Le CESE soutient le plan européen pour des logements abordables et préconise une action urgente](#)

Lors de sa session plénière de septembre, le Comité économique et social européen (CESE) a organisé un débat avec Dan Jørgensen, commissaire à l'énergie et au logement, et a demandé à la Commission d'agir sans attendre pour faire face à la crise du logement en cours.

Le CESE a exhorté la Commission à élaborer un plan d'action pour des logements abordables. À cet effet, il a émis un avis spécifique et se tient prêt à organiser, conjointement avec la Commission, le Parlement européen et le Comité européen des régions, le tout premier sommet européen sur le logement.

Laurențiu Plosceanu, vice-président sortant du CESE chargé de la communication, a souligné l'engagement du Comité en faveur de logements décents, abordables et durables pour tous, mettant en évidence la contribution de la société civile au futur plan européen pour des logements abordables. «*Notre message est sans équivoque: l'Union européenne doit se doter d'un plan d'action pour faire du droit au logement une réalité, et l'inscrire formellement dans sa législation*», a-t-il déclaré.

Le **commissaire Jørgensen** a assuré qu'il mesure bien l'ampleur du défi, et qu'il n'ignore pas que de nombreux Européens peinent à trouver un logement abordable et digne. Selon lui, remédier à cette crise serait une occasion d'opérer un changement durable: *«pour une Europe plus juste, plus compétitive et véritablement autonome, il est indispensable que chacun ait accès à un logement décent, durable et abordable»*.

Dans son [avis](#) récemment adopté, élaboré par **John Comer** et **Thomas Kattnig**, le CESE affirme que le droit à un logement décent, durable et abordable doit être formellement inscrit dans le droit primaire de l'Union.

«La durabilité est indissociable du caractère abordable des logements. Nos concitoyens n'ont pas les moyens de se loger. Dans les villes d'Europe, nombreux sont ceux qui consacrent jusqu'à 40 % de leur salaire à leur logement», a expliqué M. Comer.

«La crise du logement est un problème sociétal central qui risque de faire beaucoup de mal à la démocratie», a souligné M. Kattnig.

La politique du logement relevant principalement de la compétence des États membres, le CESE estime que l'UE doit adopter une approche coordonnée qui respecte le principe de subsidiarité. Il préconise aussi de réformer les règles en matière d'aides d'État afin d'élargir l'accès au logement social, sachant que les définitions actuelles excluent les ménages à revenu intermédiaire et les travailleurs clés.

Le CESE plaide aussi en faveur d'une action coordonnée pour réglementer les locations de courte durée, notamment par un échange de données transparent, des mesures territorialement ciblées et une surveillance stricte, avec pour visée de mettre un terme aux investissements spéculatifs et à l'évasion fiscale. Au cours du débat, les représentants de la société civile ont insisté sur l'importance de politiques budgétaires saines, de solutions adaptées aux différents systèmes de logement et régimes de financement européens innovants pour soutenir la modernisation et le logement social.



L'Union doit défendre ses valeurs fondamentales et conforter son avenir pour réussir à se frayer un chemin dans cette nouvelle ère

Au cours de sa session plénière du mois de septembre, le Comité économique et social européen (CESE) a adopté une résolution intitulée «Défendre les valeurs de l'UE et conforter son avenir au sein du nouvel ordre géopolitique», qui appelle à réaliser une Union européenne sûre, résiliente et autonome sur le plan stratégique. Ce texte met en évidence la dynamique essentielle de la réponse stratégique de l'Europe aux défis géopolitiques actuels, en soulignant que la société civile doit conserver son rôle central.

Lors de la présentation de la résolution en session plénière, **Elena-Alexandra Calistru, Antje Gerstein, Luca Jahier, Winand Quaedvlieg, Sophia Reisecker** et **Peter Schmidt**, rapporteurs et membres du

CESE, ont insisté sur la nécessité de continuer à lutter pour la démocratie tout en relevant les défis actuels de manière horizontale en associant la société civile.

Principaux messages relayés par la résolution

L'Union tire sa force de ses valeurs fondamentales: elle doit poursuivre sa mission fondatrice en sa qualité de point d'ancrage mondial de la paix, de la démocratie et de l'état de droit. L'appel à défendre la démocratie s'adresse aux institutions européennes, aux gouvernements et aux partis politiques, ainsi qu'aux entreprises, aux syndicats et à la société civile dans son ensemble.

Équilibrer compétitivité économique et progrès social: si l'Union entend améliorer la compétitivité de son économie à l'échelle mondiale et garantir la simplicité et la clarté de sa réglementation, elle ne devrait pas délaissier la cohésion sociale et le dialogue social, tout en veillant à ce que son objectif ne se limite ni aux seuls bénéfices, ni aux dépenses sociales.

Engagement en faveur du multilatéralisme et du dialogue inclusif: la puissance de l'Union européenne repose sur la coopération et sur des compromis qui reflètent les différents intérêts en jeu. À l'échelle mondiale, l'Union doit s'inscrire dans le multilatéralisme, tout en encourageant la participation active de tous les acteurs concernés dans le but de préserver la cohésion sociale et l'équilibre politique. (mt)



[Le CESE soutient la stratégie de l'Union européenne en matière de préparation, mais émet une mise en garde: «Financez la stratégie sans laisser personne de côté»](#)

Du fait de la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine et des risques climatiques de plus en plus importants, la préparation de l'Europe est passée en tête des priorités de l'Union européenne et des États membres.

Le Comité économique et social européen (CESE) se félicite de la nouvelle stratégie de l'Union européenne en matière de préparation publiée par la Commission, qu'il qualifie de transition attendue de longue date vers «une approche intégrée à la fois “tous risques”, “pangouvernementale” et “englobant l'ensemble de la société”» face aux crises allant des incendies de forêt et des inondations aux agressions armées à grande échelle, en passant par les cyberattaques. Toutefois, le CESE avertit que ce projet doit s'accompagner d'un financement clair et à long terme, et que la société civile organisée a un véritable rôle à y jouer, si l'on veut qu'il soit couronné de succès.

Dans son [avis](#) sur la stratégie, adopté au cours de sa session plénière de septembre en conclusion d'un débat mené avec des experts de la défense civile et de l'aide humanitaire, le CESE souligne que la solidarité, la confiance des citoyens et l'unité sociale sont tout aussi vitales que de nouvelles règles et de nouveaux outils.

«Se préparer aux crises signifie renforcer la capacité de nos démocraties à faire face aux nouveaux enjeux du monde sans compromettre leurs valeurs fondamentales. Seule une Europe fermement ancrée dans la paix, la liberté et la participation démocratique peut garantir une résilience durable et la confiance des citoyens», selon **Tomas Arvidsson**, **Giulia Barbucci** et **Ariane Rodert**, rapporteurs de l'avis.

Jessika Bohr, du ministère suédois de la défense, a déclaré: «Nous nous trouvons dans une nouvelle réalité sécuritaire, où la situation de l'Europe à cet égard est désastreuse. Les menaces auxquelles nous sommes confrontés sont complexes, transfrontalières et de plus en plus antagonistes. Dans un tel contexte, la préparation n'est pas facultative. Elle est indispensable.»

Magali Murlon du bureau de la Croix-Rouge pour l'UE, a prononcé une mise en garde: «La préparation sociétale doit tenir compte du fait qu'aucune société n'est homogène, et que nous ne devons laisser personne de côté.»

«Les sociétés ne sont pas rendues subitement résilientes par la seule réglementation. Elles sont résilientes lorsque les citoyens, les bénévoles, les animateurs auprès de la jeunesse, les organisations de la société civile et les communautés sont responsabilisés et reconnus comme faisant partie du réseau de préparation de l'Europe», a déclaré **Piotr Sadowski**, secrétaire général de Volonteurope.

Dans son avis, le CESE soutient la «préparation dès la conception» dans toutes les politiques de l'Union européenne, ce qui signifie qu'elle doit être intégrée au tissu législatif. Dans le même temps, l'Union et les gouvernements nationaux doivent aussi continuer à investir dans la cohésion sociale et le progrès, qui sont cruciaux pour prévenir et résoudre les conflits. Le CESE demande également à la Commission de préciser qui fait quoi aux niveaux européen, national et local, et de s'en tenir à un calendrier de déploiement rigoureux.

En ce qui concerne le financement, le CESE signale une lacune: la stratégie demande beaucoup d'efforts aux États membres, sans préciser les fonds disponibles. Il est essentiel de disposer d'un financement stable et à long terme, sans toutefois compromettre les politiques clés de l'Union comme celles qui concernent l'agriculture, la cohésion ou encore le Fonds de solidarité. (II)



[Le nouveau pacte pour la Méditerranée vise à donner aux jeunes un avenir meilleur](#)

Le Comité économique et social européen (CESE) a adopté un avis sur le nouveau pacte pour la Méditerranée, un mois avant le lancement officiel de ce dernier par la Commission européenne.

Le Comité plaide pour un processus émanant de la base, qui garantisse que le pacte ait un effet direct et positif pour tous les citoyens, et en particulier les jeunes.

L'[avis](#) a été adopté au cours de la session plénière de septembre du CESE, à l'issue du débat sur l'état d'avancement du nouveau pacte pour la région, avec la participation de **Stefano Sannino**, directeur de la

direction générale de la Commission européenne chargée du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord et du Golfe.

Ce dernier a expliqué que le nouveau pacte repose sur trois piliers: la population; la coopération économique et la sécurité; la résilience et la gestion des migrations.

Thomas Wagnsonner, membre du CESE et rapporteur de l'avis, a déclaré: «Pour nous, le nouveau pacte est un modèle de développement intégrant partenariats conjoints sur un pied d'égalité et opportunités commerciales, lesquels devraient permettre une croissance économique durable et une innovation avec à la clé des emplois de qualité, en particulier pour les jeunes et les femmes, dans des sociétés inclusives et socialement stables dans la région méditerranéenne».

Allant dans le même sens, **Lidija Pavić-Rogošić**, membre du CESE et corapporteuse de l'avis, a précisé: «Pour avoir un impact réel, il est nécessaire d'agir, y compris grâce à la coconstruction citoyenne, l'engagement civique et le suivi avec les collectivités — là où la prospérité est centrée sur l'humain, où la redevabilité est collective et où la solidarité se traduit par des actions et pas seulement par des discours».

La jeunesse au cœur du nouveau pacte

Le pacte entend donner la priorité à la population elle-même et il met sur pied un programme centré sur chaque personne, avec pour visée de produire des résultats tangibles pour nos sociétés. En particulier, près de la moitié de la population (47 %) de la région a moins de vingt-quatre ans.

Pablo Pastor, de la Fondation Anna Lindh et également président du Conseil méditerranéen de la jeunesse, invité à prendre part au débat en plénière du CESE, a déclaré: «Nous ne pouvons pas nous permettre de faire les mêmes erreurs que celles qui ont été faites depuis trente ans. Nous ne pouvons pas défendre une vision paternaliste de la Méditerranée. Nous ne pouvons pas signer des accords qui ne seront pas respectés».

Le pacte envisage la création d'une université méditerranéenne. Grâce à l'éducation, à la formation et au perfectionnement professionnel, des possibilités de travail plus nombreuses et de meilleure qualité pourront être offertes aux jeunes de la région, posant ainsi les jalons d'un avenir prospère. (mt)



Le CESE marque la fin de ce mandat par des messages d'unité, de démocratie et d'espoir

À Bruxelles, lors de sa session plénière de septembre, le CESE a réuni des responsables politiques de l'Union européenne, des représentants de la société civile, de la jeunesse et de ses partenaires internationaux pour marquer la fin de **la présidence d'Oliver Röpke** (2023-2025). La

cérémonie, qui s'est tenue dans l'hémicycle du Parlement européen, a permis de saluer les réalisations récentes tout en engageant la réflexion sur une palette de problématiques qui vont orienter l'avenir de l'Europe.

Maroš Šefčovič, membre de la Commission européenne, a souligné l'importance du Comité en tant que «maison de la société civile européenne» ainsi que son rôle éminent dans l'élaboration des politiques européennes: *«Vous plaidez en faveur d'une Europe compétitive, qui soit fondée sur le modèle social de l'UE et soutenue par la transition écologique, montrant ainsi comment la société civile contribue à combiner ces différents aspects.»*

Lors de la cérémonie, les intervenants ont mis en garde contre l'incertitude géopolitique, la polarisation et l'extrémisme, tout en soulignant la capacité du CESE à parler d'une seule voix pour défendre la démocratie.

La participation des jeunes a occupé une place éminente durant ce mandat, le test jeunesse des politiques publiques de l'UE s'étant imposé à cet égard comme l'une des illustrations les plus concrètes. **Răres Voicu**, président du Forum européen de la jeunesse, a souligné la nécessité de lutter contre l'extrémisme, alors même que les délégués de la jeunesse appelaient à une appropriation plus résolue du processus démocratique.

L'élargissement a été un autre thème clé, et **Edi Rama**, premier ministre albanais, a remercié le Comité de s'être employé à faire en sorte que les pays candidats se sentent considérés comme des égaux. *«La force de l'Europe réside dans ses citoyens et le dialogue, et non dans les grandes déclarations. Votre présidence restera celle de ma conversion, car vous avez fait de moi un nouvel apôtre du dialogue social. Vous avez aussi veillé à ce que le point de vue des Balkans occidentaux trouve ici un véritable écho et ne reste pas cantonné derrière la porte des conciliabules. Le CESE est l'endroit où nous, les Albanais, qui avons si souvent été traités comme des citoyens européens de deuxième zone, avons eu le sentiment d'être considérés sur un pied d'égalité. L'Europe prospère comme un tout, et seulement et uniquement, comme un tout»*, a déclaré M. Rama.

Hommage a ensuite été rendu au président Röpke pour sa capacité d'entraînement dans les domaines de la jeunesse et de l'élargissement de l'Union, ainsi qu'aux membres dont l'engagement au sein du Comité s'inscrit dans la durée. En conclusion, Oliver Röpke a remercié le personnel du CESE pour son dévouement et a exhorté l'institution à garder le cap du renforcement de la démocratie, à soutenir l'élargissement et à placer la société civile au cœur du projet européen. (tk)



[Prix européens du bio 2025: des lauréats d'Autriche, d'Allemagne et de Grèce montrent la voie à suivre et sont reconnus respectivement comme meilleure PME, meilleur détaillant et meilleur restaurant bio par le CESE](#)

À l'occasion de la Journée européenne du bio, qui s'est tenue le 23 septembre, le CESE a accueilli les lauréats de la quatrième édition des prix européens du bio dans trois catégories principales: la meilleure PME transformant des produits alimentaires biologiques, le meilleur détaillant de produits alimentaires biologiques et le meilleur restaurant ou service de restauration biologique.

• **La meilleure PME transformant des produits alimentaires biologiques** est *Joseph Brotmanufaktur GmbH* (Autriche). En travaillant avec 14 variétés de céréales rares produites par 24 familles de petits exploitants, cette entreprise préserve la culture céréalière et promeut la biodiversité, des chaînes de valeur équitables et des systèmes alimentaires durables.

• **Le meilleur restaurant ou service de restauration biologique** est *Peskesi* (Grèce). Implanté à Héraklion, en Crète, Peskesi compte parmi ses partenaires 98 % de producteurs locaux et gère depuis 2014 sa propre exploitation biologique selon une philosophie «de la ferme à la table» et «de la table à la ferme».

• **Le meilleur détaillant de produits alimentaires biologiques** est *Radis&Bona eG* (Allemagne), une épicerie agricole coopérative de Ratisbonne qui propose depuis 2021 100 % de produits biologiques provenant d'un rayon de 80 km maximum. Son modèle coopératif renforce l'agriculture régionale, garantit des prix équitables et promeut la durabilité grâce à des circuits d'approvisionnement courts et à la participation des communautés locales.

Une centaine de candidatures provenant [de 13 pays ont été reçues, parmi lesquelles 21 ont été présélectionnées](#). Les prix européens du bio comportent six catégories et sept prix récompensant des projets biologiques innovants, durables et inspirants.

Pour les trois autres catégories, «Meilleure ville biologique», «Meilleure région biologique» et «Meilleure agricultrice biologique/meilleur agriculteur biologique», les lauréats sont désignés par le Comité européen des régions, le [COPA-COGECA](#) et [IFOAM Organics Europe](#), qui organisent les prix européens du bio en collaboration avec la Commission européenne et le CESE, avec le soutien du Parlement européen et du Conseil.

Stoyan Tchoukanov, membre du CESE, a déclaré: «Qu'il s'agisse de grandes boulangeries biologiques, de magasins coopératifs biologiques régionaux ou encore de restaurants à la ferme, les lauréats de cette année illustrent à nouveau l'excellence et l'innovation dont font preuve les entreprises biologiques européennes. Toutefois, pour atteindre l'objectif de 25 % d'ici à 2030, nous devons intensifier encore la consommation de produits biologiques et intégrer l'agriculture biologique et d'autres systèmes de qualité dans les stratégies en matière d'environnement, de santé, de climat et de développement rural.»

La Journée européenne du bio, lancée en 2021 par le Parlement européen, le Conseil et la Commission, promeut l'agriculture biologique. L'UE soutient le secteur biologique en organisant la Journée européenne du bio et les prix européens du bio et en consacrant à la conversion et au maintien des agriculteurs dans l'agriculture biologique 14,7 milliards d'euros dans le cadre des plans stratégiques relevant de la PAC (2023-2027). L'Union compte aujourd'hui 30 % d'agriculteurs biologiques de plus qu'en 2018, presque tous ses États membres disposent de stratégies biologiques, et elle est le deuxième marché du bio dans le monde. D'autres actions de l'UE dans ce domaine sont reprises [dans cette fiche d'information](#). (ks/fb)



Le CESE invite l'UE à prendre rapidement des mesures de répression à l'encontre des plateformes de commerce électronique de pays tiers

Le Comité économique et social européen (CESE) demande instamment à l'Union européenne de durcir d'urgence les règles applicables aux plateformes de commerce électronique de pays tiers telles que Temu et Shein, en avertissant que leur expansion rapide nuit à la concurrence loyale, à la protection des consommateurs et au respect de la réglementation.

Dans un [avis](#) adopté lors de sa session plénière de septembre, le CESE déclare que la boîte à outils de l'UE pour un commerce électronique sûr et durable, publiée en février 2025, est extrêmement utile, mais qu'elle ne prend pas la mesure de l'urgence et qu'elle devrait donc être mise en œuvre sans délai, soutenue par une application coordonnée aux niveaux européen, national et régional.

Antje Gerstein, rapporteure de l'avis, a déclaré: «Une action harmonisée est essentielle pour que les plateformes de pays tiers soient tenues responsables de la concurrence déloyale, de l'évasion fiscale et du non-respect des normes de l'Union en matière de sécurité des produits, de déchets, de durabilité et de droits des consommateurs et des travailleurs. Des conditions de concurrence véritablement équitables sont nécessaires afin d'assurer une concurrence loyale pour tous les opérateurs du marché, y compris ceux provenant de pays tiers.»

Pour illustrer l'ampleur du problème, le CESE cite la flambée des volumes. Ainsi, entre 2016 et 2022, la part de consommateurs européens effectuant des achats auprès de vendeurs de pays tiers a augmenté de 36 %. En outre, en 2024, 4,6 milliards de colis de faible valeur sont entrés dans l'UE, soit environ 12 millions par jour, et plus de 91 % des colis d'une valeur inférieure à 150 EUR provenaient de Chine. Pour la seule Allemagne, ce sont approximativement 400 000 colis de Shein et Temu qui arrivent chaque jour.

Des tests aléatoires menés récemment par des associations commerciales ou professionnelles sur les produits de ces plateformes ont révélé qu'aucun des produits testés n'était pleinement conforme au droit de l'Union et que nombre d'entre eux ne respectaient pas les normes en matière de sécurité, d'environnement et de travail.

Le CESE propose 12 mesures à court, moyen et long terme qui permettront à la concurrence d'être loyale et répondront ainsi aux exigences d'une économie sociale de marché:

- mesures à court terme: mandater un opérateur responsable établi dans l'UE; supprimer la franchise douanière de 150 EUR; renforcer le recours au guichet unique pour les importations (IOSS) grâce au partage de données en temps réel; intensifier la protection du droit d'auteur et les poursuites en cas de plagiat à grande échelle; traiter les plaintes formelles concernant les pratiques anticoncurrentielles;
- mesures à moyen terme: mettre en place un modèle d'«importateur présumé» dans l'ensemble de l'UE; œuvrer en faveur d'un véritable IOSS obligatoire pour les plateformes; coordonner les contrôles en matière de TVA et les audits douaniers; investir dans le personnel, la formation et les outils fondés sur l'IA pour les douanes et la surveillance du marché;
- mesures à long terme: accélérer les réformes du commerce électronique dans le code des douanes de l'UE (bien avant 2028); mettre en place un système numérique unifié de contrôle des douanes et de la conformité; harmoniser la responsabilité des plateformes dans l'ensemble de l'Union.



Le CESE tire la sonnette d'alarme: sans une action urgente, l'Europe court le risque de perdre sa sidérurgie

L'industrie sidérurgique européenne est confrontée à de graves problèmes dont les implications sont considérables. À défaut d'action rapide, on risque d'assister à des fermetures d'usines et des pertes d'emplois et de voir menacée l'autonomie stratégique de l'Union européenne en matière de défense, d'énergie propre et de technologies numériques. Le CESE invite la Commission européenne à renforcer les garanties commerciales, à réformer les politiques énergétiques et à soutenir une production à faible intensité de carbone.

Dans [un avis](#) adopté lors de sa session plénière de septembre dernier, le CESE a invité la Commission à agir sans délai. Les mesures européennes de sauvegarde actuellement en vigueur, destinées à lutter contre les hausses soudaines d'importations d'acier et appelées à expirer en juillet 2026, ont perdu leur efficacité. Le Comité propose d'imposer des limites strictes à l'importation, des droits de douane plus élevés sur les importations excédentaires et d'introduire une règle dite «fondue et coulée» afin de vérifier le véritable pays d'origine, et ainsi de pouvoir combler les failles commerciales.

*«La sidérurgie et la métallurgie européennes font face à une crise existentielle sans précédent qui menace non seulement les capacités industrielles, mais aussi l'autonomie stratégique, la transition écologique et la sécurité économique de l'Europe, explique **Michal Pintér**, corapporteur de l'avis. Les mécanismes de protection en vigueur et les instruments de défense commerciale existants sont défaillants. L'Union a maintenant besoin de mesures commerciales audacieuses, globales et permanentes.»*

Au-delà des aspects commerciaux, l'avis est particulièrement attentif aux coûts de l'énergie: les producteurs européens paient deux à trois fois plus cher pour leur électricité que leurs concurrents américains, ce qui nuit à la compétitivité et aux investissements écologiques. Le CESE plaide en faveur d'une réforme du marché de l'électricité, d'une aide temporaire pour les industries à forte intensité énergétique et d'un meilleur accès à l'hydrogène propre.

Anastasis Yiapanis, rapporteur, demande avec force que la compétitivité soit liée à l'investissement: *«Il faut agir sans tarder pour rétablir la compétitivité de l'acier européen. Il faut que la Commission évalue les besoins de financement et accroisse le soutien qu'elle apporte, y compris au moyen des recettes du marché du carbone et de la banque de décarbonation industrielle.»*

Le CESE souligne l'importance du recyclage: les déchets métalliques sont moins chers et plus propres que l'acier neuf, mais de grandes quantités quittent l'Europe pour aller vers des marchés où les normes sont moins strictes. Des contrôles plus rigoureux permettront de ne pas perdre ce matériau et de renforcer l'économie circulaire.

La transition écologique doit aussi être équitable. Le CESE propose de créer un fonds spécifique pour les travailleurs des industries à forte intensité énergétique dans le but d'aider ces derniers à se reconverter, à acquérir de nouvelles compétences, voire à partir s'installer dans une autre région si nécessaire.

Le secteur de l'acier et des métaux qui pèse encore près de trois millions d'emplois reste essentiel à l'économie européenne, mais il a perdu depuis 2008 quelque 95 000 emplois, dont 18 000 en 2024. Lorsque

l'on sait que la surcapacité sidérurgique mondiale doit dépasser cinq fois la production annuelle de l'Union d'ici à 2027, le message du CESE est clair: l'Europe doit agir aujourd'hui pour garantir l'avenir de son industrie sidérurgique. (gb/dm)



Le CESE réitère son appel en faveur de la résilience dans le domaine de l'eau au moyen d'une série de nouvelles recommandations fortes

L'eau doit être une priorité stratégique pour l'Europe, a souligné le Comité économique et social européen (CESE) lors de sa session plénière de septembre, au cours de laquelle il a adopté trois nouveaux avis sur la politique de l'eau. Le débat en plénière a réuni de hauts représentants de l'UE et des Nations unies, mettant en évidence l'engagement constant du CESE en faveur du pacte bleu pour l'Europe, dont il s'est fait le champion depuis près de quatre ans.

Laurențiu Plosceanu, vice-président sortant du CESE chargé de la communication, a ouvert le débat en déclarant: «Le pacte bleu a été l'une des initiatives les plus ambitieuses de notre Comité. La société civile, les entreprises, les citoyens et les partenaires sociaux sont prêts à travailler ensemble pour garantir la résilience dans le domaine de l'eau aujourd'hui et dans les années à venir.»

Deux ans après la [déclaration du CESE en vue d'un pacte bleu pour l'Europe](#), les progrès sont évidents: l'UE dispose désormais d'un commissaire chargé de l'eau, et la stratégie pour la résilience dans le domaine de l'eau répond à de nombreuses exigences fondamentales. Des difficultés subsistent malgré tout. Le CESE plaide en faveur d'une intégration transversale des politiques, d'une attention accrue accordée à l'eau dans le pacte pour une industrie propre et d'un test hydrique pour l'ensemble de la législation européenne, aussi bien nouvelle que révisée.

Pedro Arrojo-Agudo, rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme à l'eau potable et à l'assainissement, a déclaré que dans les stratégies qu'elle consacre à ces sujets, l'UE doit prendre en compte l'enjeu des droits de l'homme et aller au-delà des simples déclarations d'intention: «Manquons-nous de ressources pour une course aux armements suicidaire? Apparemment non. Mais pour ce qui est du droit de l'homme à l'eau, soudainement, il n'y a plus aucun financement. C'est une question de priorités.»

Pernille Weiss-Ehler, membre du cabinet de Jessika Roswall, commissaire à l'environnement, à la résilience en matière d'eau et à l'économie circulaire compétitive, a déclaré que la stratégie pour la résilience dans le domaine de l'eau allait au-delà des mots: «La stratégie compte plus de 30 actions pour remédier au problème du cycle de l'eau, construire une économie intelligente dans le domaine hydrique et garantir une eau propre et abordable pour tous.»

Les trois avis du CESE proposent une approche cohérente de la résilience dans le domaine de l'eau. L'[avis sur la stratégie européenne de résilience dans le domaine de l'eau](#) accueille favorablement cette stratégie, mais plaide en faveur d'une gouvernance renforcée, d'un financement spécifique, d'un objectif d'efficacité de 10 % dans les plans sectoriels et de plans nationaux obligatoires visant à réduire les fuites.

L'[avis sur la résilience dans le domaine de l'eau et la double transition](#) traite de la relation entre l'eau, la numérisation et la décarbonation en plaidant pour des technologies efficaces, des centres de données résilients, l'utilisation de l'IA et des actions dans les zones où l'eau est rare.

Enfin, l'[avis sur la diplomatie bleue et la coopération dans le domaine de l'eau](#) souligne la nécessité d'intégrer l'eau dans la politique étrangère et de développement de l'UE afin de lutter contre les pénuries, les tensions transfrontières et les migrations climatiques.

La session plénière a confirmé la détermination du CESE à maintenir l'eau au premier rang des priorités de l'UE, traduisant ainsi le pacte bleu en actions. En clôture, M. Plosceanu a déclaré que le Comité continuera de jouer un rôle actif au sein du Forum sur la résilience dans le domaine de l'eau, de l'Alliance industrielle intelligente et en vue de la mise en place d'une plateforme des parties prenantes dans le domaine de l'eau, et demande que des mesures soient prises avant la conférence des Nations unies sur l'eau de 2026. (gb)



[Train de mesures sur l'énergie citoyenne — Le CESE plaide pour de véritables garanties en vue d'une transition énergétique axée sur les citoyens](#)

Lors de sa session plénière de septembre, le Comité économique et social européen (CESE) a adopté un [avis](#) dans lequel il invite instamment la Commission à s'assurer que le train de mesures sur l'énergie citoyenne place véritablement les citoyens au cœur du système énergétique européen. Il ne saurait selon lui s'agir d'une simple liste de contrôle, et cette initiative doit servir de base à un véritable pacte social qui rendra possible une transition énergétique axée sur les citoyens.

Le Comité appelle à clarifier un certain nombre de concepts clés, comme les communautés énergétiques et le prosumérisme, et à considérer les citoyens non plus comme des consommateurs passifs mais comme des cocréateurs de l'avenir énergétique de l'Europe. Dans l'avis élaboré par **Corina Murafa Benga**, le CESE propose plusieurs mesures concrètes, comme des bacs à sable réglementaires, des flux de financement spécifiques et une assistance technique pour faire des communautés énergétiques et du partage de l'énergie des réalités fonctionnelles partout dans l'Union.

«À l'heure actuelle, le discours tenu dans l'Union européenne en ce qui concerne l'énergie tend souvent à considérer les particuliers comme des consommateurs, ce qui renforce implicitement les modèles centrés sur le marché. Il nous faut désormais nous orienter davantage vers une vision des personnes en tant que citoyens, c'est-à-dire des membres d'une communauté politique jouissant de droits en matière d'énergie», explique M^{me} Murafa Benga. «Sans énergie, il ne saurait y avoir de citoyenneté, et il appartient à l'Union de

veiller à la pleine mise en œuvre de la citoyenneté européenne.»

Estimant que les communautés énergétiques ont un rôle stratégique à jouer dans le cadre de la transition, le CESE exhorte la Commission à indiquer clairement comment les établir et les gérer, notamment en ce qui concerne les déductions fiscales et tarifaires, ainsi que l'assistance technique proposée par les gestionnaires de réseau de distribution (GRD). Le Comité recommande également que la Banque européenne d'investissement mette en place un mécanisme destiné aux communautés énergétiques locales et régionales, et que les financements s'attachent prioritairement à faire participer les jeunes, à favoriser la connaissance des enjeux énergétiques et à développer les compétences vertes.

La lutte contre la précarité énergétique constitue une priorité essentielle. C'est pourquoi le CESE appelle à en donner une définition unifiée et à recenser sur la base de données les ménages qui en souffrent, en partant de l'échelon local. Il insiste en outre pour que les ménages servent de point de référence pour les jalons de la précarité énergétique. Le Comité prie instamment l'Union d'adopter des mesures spécifiques, comme une interdiction des coupures d'énergie pour les ménages sur l'ensemble de son territoire, l'abandon du système de préséance économique qui lie les prix de l'électricité à ceux du gaz et la mise en place d'un médiateur européen de l'énergie ayant des antennes locales dans les États membres.

Il souligne pour finir l'importance de rattacher le financement public en faveur de projets énergétiques à la participation des communautés locales en tant qu'actionnaires de ces projets et à d'autres formes de partage des bénéfices. (mp)



« — Une seule santé»: pourquoi l'avenir de l'Europe dépend de sa capacité à protéger les personnes et la planète

Le CESE plaide pour une stratégie intégrée de l'Union européenne qui permettra d'articuler les politiques en matière d'environnement, d'alimentation et de santé afin de préserver le bien-être de ses citoyens.

Lors de sa plénière de septembre dernier, le Comité économique et social européen (CESE) a adopté un [avis d'initiative](#) consacré à l'approche «*One Health*» ou «Une seule santé», dans lequel il expose une vision globale de la manière dont l'Europe peut protéger le bien-être des personnes face à la montée des périls environnementaux et sanitaires.

Cet avis tire les leçons de la pandémie de COVID-19 et de la «triple crise planétaire» que nous connaissons actuellement sous l'effet du changement climatique, du recul de la biodiversité et de la pollution. Son message central est simple mais urgent: l'état de notre environnement a une influence directe sur la santé de nos concitoyens.

«Notre vision est claire: pour une population en bonne santé, il faut une planète en bonne santé», précise **M^{me} Nicoletta Merlo**, rapporteure de l'avis. «Si l'Europe veut réellement lutter contre le changement

climatique, le recul de la biodiversité et la pollution, elle doit décloisonner son action. Les politiques menées dans les domaines de l'environnement, de l'agriculture, de l'alimentation, du commerce et de la santé doivent conjuguer leurs effets — et bénéficier d'un véritable financement.»

L'approche «Une seule santé» reconnaît qu'un air pur, une eau salubre, des sols fertiles et des systèmes alimentaires durables ne sont pas des objectifs environnementaux abstraits, mais la base même d'une vie saine. Dans son avis, le Comité adresse une mise en garde contre les substances nocives présentes dans les emballages et d'autres matériaux, contre les conséquences d'une hausse des températures et contre une pollution dont les effets peuvent être délétères pour la santé à la fois physique et mentale.

M. Arnaud Schwartz, corapporteur de l'avis, insiste sur la dimension économique et sociale: «Mieux vaut prévenir que guérir, c'est le meilleur investissement que l'on puisse faire pour l'humanité. Protéger la nature, faire preuve de vigilance face aux risques et arrêter les crises avant qu'elles ne s'installent: c'est ainsi que l'on assurera notre prospérité et notre résilience futures.»

Pour passer des principes à l'action, le CESE exhorte l'Union européenne à adopter une solide stratégie mettant en œuvre l'approche «Une seule santé» ainsi qu'un plan d'action afférent, assortis de véritables engagements financiers. Parmi les mesures concrètes à prendre, il s'agit notamment de promouvoir des systèmes durables pour une alimentation sûre et nutritive, de protéger les écosystèmes et d'investir dans l'éducation et la formation pour sensibiliser le public — et surtout les jeunes — aux corrélations étroites qui relient la santé des êtres humains, celle des animaux et celle de l'environnement.

L'avis a aussi pour objectif de développer un discours nouveau qui résonne auprès de nos concitoyens, en explicitant le lien entre la prospérité et la santé au quotidien et la résilience des écosystèmes naturels. Par cette démarche, le CESE entend soutenir les travaux de la Commission européenne sur l'approche «Une seule santé» et, dans le même temps, faire davantage entendre la voix de la société civile dans les orientations prises sur ces sujets. (ks/fb)



[Le CESE exige que l'intelligence artificielle et les mégadonnées soient utilisées de façon éthique et inclusive lors du traitement des maladies rares](#)

Le CESE a demandé que des mesures soient prises de toute urgence pour faire en sorte que l'intelligence artificielle (IA) et les mégadonnées soient utilisées de façon éthique et inclusive durant le traitement des maladies rares et leur diagnostic. Lors de sa session plénière de septembre 2025, le Comité a adopté un [avis](#) qui souligne que l'innovation numérique doit améliorer les résultats pour les patients tout en préservant leurs droits et la transparence.

Plus de 7 000 maladies rares touchent quelque 300 millions de personnes à travers le monde, dont 30 millions au sein de l'Union. Les outils fondés sur l'IA peuvent accélérer le diagnostic et permettre des traitements personnalisés. Le CESE avertit toutefois que ces avancées doivent être contrebalancées par de solides garanties éthiques et juridiques. Il encourage l'ensemble des États membres de l'Union à numériser

les données de santé, à adopter des normes d'enregistrement de haute qualité, et à faire en sorte que les modèles d'IA en matière de soins de santé n'aient accès qu'aux données anonymisées et cryptées des patients.

Il convient de remédier aux inégalités de genre et aux disparités ethniques qui persistent dans le diagnostic des maladies rares. Le CESE préconise l'utilisation de données d'entraînement reflétant la diversité des genres, la réalisation d'audits sur les biais et un financement ciblé pour accroître la participation des femmes dans le domaine des soins de santé fondés sur l'IA. Les patients devraient pouvoir contrôler leurs données, notamment en donnant leur consentement pour leur utilisation, et bénéficier de mesures de transparence.

Afin d'empêcher la domination des grandes entreprises, l'Union devrait consacrer des fonds aux jeunes entreprises et aux petites et moyennes entreprises (PME) qui développent l'IA dans le domaine du diagnostic des maladies rares. Les partenariats public-privé et l'accès équitable aux données sont essentiels pour que les innovations restent abordables et accessibles. Le CESE exige des lignes directrices éthiques à l'échelle de l'Union, une supervision par un médecin et la formation des professionnels, afin de donner les moyens d'agir aux professionnels de la santé et aux patients. (Im)



[Selon le CESE, l'objectif climatique ambitieux de l'Europe à l'horizon 2040 devrait prendre en compte l'élargissement de l'Union](#)

Dans un [avis](#) adopté lors de sa session plénière de septembre, le CESE exhorte le Conseil et le Parlement à s'entendre sur l'objectif de 90 % avant la COP 30 qui se tiendra au Brésil, une décision tardive risquant de

nuire à la crédibilité de l'Europe.

Teppo Säkkinen, rapporteur de l'avis, a déclaré: «L'Europe étant le continent qui se réchauffe le plus rapidement, il est dans son intérêt de s'engager résolument en faveur d'une action mondiale pour le climat. Si nous voulons que la Chine, l'Inde et d'autres pays rehaussent leurs ambitions, nous devons démontrer notre sérieux.»

Étant donné que l'Union aura probablement de nouveaux membres d'ici à 2040, l'objectif climatique devrait en tenir compte. «La reconstruction de l'Ukraine pourrait contribuer à la réalisation de ces objectifs», a ajouté M. Säkkinen. «Le soutien aux mesures en faveur du climat en Ukraine, en Moldavie et dans les Balkans occidentaux facilitera leur adhésion à l'UE et contribuera directement à la réalisation des objectifs climatiques de l'UE.»

Le CESE recommande d'aller plus loin que la proposition de la Commission en prévoyant la prise en compte, à partir de 2031, des crédits internationaux issus de pays candidats. Les autres modifications proposées portent sur les questions suivantes:

- **Qualité élevée des crédits internationaux:** garantir la haute intégrité des crédits, dont l'utilisation ne devrait pas être autorisée à des fins de conformité au système d'échange de quotas d'émission (SEQUE) de l'Union. La réduction des émissions au sein de l'Union doit figurer en tête des priorités de l'action pour le climat.
- **Exportation des technologies propres:** inclure l'exportation de technologies propres dans les objectifs économiques de la loi et créer un tableau de bord pour une industrie propre qui mesurerait la croissance de l'emploi et l'innovation et rendrait compte de la place de l'Europe dans l'économie verte mondiale.
- **Sécurité alimentaire et précarité énergétique:** ajouter dans la loi sur le climat des exigences spécifiques visant à préserver la production alimentaire et à réduire la précarité énergétique, de manière à soutenir les populations rurales et à faire baisser la facture d'électricité et de chauffage pour les ménages.

Le Comité plaide en faveur d'un large dialogue avec les parties prenantes dans le cadre de l'élaboration des politiques à l'appui de l'objectif à l'horizon 2040: «Pour être réussie, la transition doit être fondée sur des mesures concrètes visant à inclure tout le monde — des chefs d'entreprise aux travailleurs, en passant par les agriculteurs et les familles.»

Au-delà des objectifs climatiques, l'avis établit un lien entre la décarbonation et la défense, en appelant à investir dans des innovations à double usage telles que l'énergie propre décentralisée pour la logistique militaire et les matériaux à faibles émissions de carbone pour les équipements et la construction. La réduction de la dépendance à l'égard des combustibles fossiles constitue également un enjeu de sécurité pour l'Europe.

L'avis a en outre fait l'objet du [test jeunesse](#) des politiques publiques de l'UE au CESE, dans le souci de placer la prochaine génération au cœur de la stratégie climatique de l'Europe, étant donné que celle-ci déterminera la qualité de vie future des jeunes Européens. (ks/fb)



[Le CESE presse l'UE de faire preuve de prudence lorsqu'elle révisé ses règles en matière de titrisation](#)

Le CESE a adopté un [avis](#) sur les propositions de la Commission européenne visant à modifier le règlement de l'UE relatif à la titrisation et celui concernant les exigences prudentielles

applicables aux banques. S'il approuve les mesures visant à relancer le marché de la titrisation et à orienter davantage de financements vers l'économie réelle, le Comité met en garde contre la répétition des erreurs du passé et fait valoir la nécessité de solides garde-fous pour protéger les ménages, les petites entreprises et la stabilité financière.

La titrisation peut servir à libérer des capitaux bancaires afin de soutenir les transitions de l'Europe sur le plan écologique, numérique et social. Le CESE préconise aussi d'accroître la transparence dans les modèles de titrisation, y compris grâce à l'établissement de rapports normalisés sur les aspects environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). Il fait néanmoins valoir qu'il est nécessaire de suivre le capital ainsi libéré de sorte à s'assurer qu'il profite bel et bien à l'économie réelle plutôt que de retomber dans l'escarcelle des actionnaires.

Le Comité met en avant la nécessité de ne pas affaiblir ni la protection des investisseurs, ni les normes prudentielles, ni la surveillance. Il s'oppose aux lacunes ou aux exonérations automatiques pour les tranches garanties par les pouvoirs publics, puisqu'elles pourraient faire peser des risques sur les contribuables, et il réclame une surveillance cohérente à l'échelon de l'Union européenne, une transparence totale des transactions et un resserrement de la coopération des autorités de surveillance et des autorités fiscales.

Le CESE conclut que la titrisation ne peut aider à satisfaire les besoins de l'Europe en matière d'investissement que si elle demeure transparente, réglementée de manière adéquate et conforme aux objectifs plus larges que s'est fixés l'Union européenne dans le domaine économique et social. (tk)

NOUVELLES DES GROUPES



[La lutte contre la pauvreté passe par une économie forte](#)

Par Sandra Parthie, présidente du groupe des employeurs

Pour faire reculer la pauvreté en Europe, il nous faut commencer par investir directement dans le potentiel des citoyens.

Aujourd'hui, plus de 94 millions d'Européens — soit plus de 21 % de la population — demeurent exposés au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale. Un risque auquel sont particulièrement vulnérables les enfants et les jeunes adultes. En plus d'être une tragédie humaine, leur marginalisation s'apparente à un gaspillage de talents.

En effet, la lutte contre la pauvreté ne peut être dissociée du moteur que représente la croissance économique, véritable source d'opportunités. Les politiques de lutte contre la pauvreté doivent s'accompagner de stratégies qui favorisent la compétitivité. Un environnement propice aux entreprises — c'est-à-dire qui encourage l'investissement, la création d'emplois et l'esprit d'entreprise — est la voie la plus sûre vers une réduction durable de la pauvreté.

Les employeurs réclament des mesures susceptibles d'ouvrir des débouchés professionnels et d'élargir le champ des possibilités, au lieu de politiques uniquement basées sur la redistribution ou l'aide à court terme. La lutte contre la pauvreté nous impose de créer les conditions permettant à chacun et chacune de participer au marché du travail et d'en bénéficier.

Renforcer l'accès à l'entrepreneuriat

Pour nos économies, il est fondamental de réduire les obstacles à l'entrepreneuriat. Les entrepreneurs stimulent l'innovation, créent des emplois, améliorent les revenus des ménages et garantissent souvent des biens et des services abordables dans les collectivités mal desservies. Dans le même temps, pourtant, leurs

intérêts sont souvent sous-représentés et leur quotidien est émaillé d'obstacles structurels tels qu'un accès limité aux financements, des charges administratives excessives et une éducation inadéquate à l'esprit d'entreprise. Ce constat est d'autant plus vrai pour les jeunes entrepreneurs, dont les ambitions ne sont pas suffisamment soutenues. Si l'Europe entend réellement œuvrer à une mobilité sociale ascendante et à sa compétitivité à long terme, la suppression de ces obstacles doit être au centre des priorités.

Le marché unique en guise d'outil social

Avec un marché unique performant, l'Union européenne dispose d'un des leviers les plus puissants pour lutter contre la pauvreté. L'intégration complète du marché intérieur pourrait libérer plus de 2 800 milliards d'euros de produit intérieur brut (PIB) supplémentaire d'ici 2030. Selon le Fonds monétaire international (FMI), une suppression ne fût-ce que partielle des obstacles internes pourrait faire progresser le PIB de l'UE d'environ 7 %, et ce, sans nouvelles ressources budgétaires. Ces gains soutiendraient les régions tant innovantes que manufacturières, renforçant ainsi la cohésion dans l'ensemble de l'Union.

Il s'agit là d'une réelle chance de transformation: la pauvreté ne se combat pas à coups de subventions sans cesse revues à la hausse, mais en stimulant la croissance, l'innovation et l'esprit d'entreprise au sein de notre économie sociale de marché.

Réduire la pauvreté en donnant à nos concitoyens les moyens de travailler, d'innover et de réussir est autant une obligation morale qu'un impératif économique.



[Poverty from a worker's perspective: A harsh reality. By the EESC's Workers' Group](#)

By the EESC's Workers' Group

Poverty has become an undeniable reality in Europe, [with over 1 in 5 households facing the risk of poverty or social exclusion](#). The

EU's current policy agenda, driven by deregulation and competitiveness goals, starkly contrasts with citizens' pressing concerns. A recent Eurobarometer survey [underscores this disconnect](#), revealing that many working people are finding it increasingly difficult to afford basic necessities such as housing, heating, and food due to soaring living costs.

The quality of employment is a critical factor in determining people's living conditions. Having a job does not guarantee protection against poverty. [In 2023, 8.3% of the EU-27 working-age population lived at risk of poverty](#), with incomes below the poverty threshold. Certain groups are disproportionately affected, such as workers with precarious contracts, and young people who are often trapped in low-paid jobs and vulnerable to exploitative practises.

The prevalence of in-work poverty highlights the need for better job quality, fair wages, and stronger social protections to ensure that employment provides a pathway out of poverty. Europe needs a proactive social agenda pushing for legislative initiatives, investments, and action programmes necessary to ensure quality jobs across all sectors and regions. This includes the implementation of key existing legislation such as the

[Minimum Wage Directive](#), which, if properly applied, will not only ensure that basic rates of pay meet the cost of living but also that more workers benefit from genuinely fair wages negotiated through collective bargaining.

The European Pillar of Social Rights (EPSR), established in 2017, seeks to uphold fairness, inclusivity, and equal opportunities across Europe. Effective implementation of its action plan is crucial for addressing poverty and enhancing living standards. To assess progress, the EESC's Workers' Group commissioned [a study evaluating the state of implementation of the EPSR and its Action Plan in 2024](#), focusing on directives central to the EPSR framework, such as the Transparent and Predictable Working Conditions Directive, the Work-Life Balance Directive, the Adequate Minimum Wages Directive, and the Gender Balance on Company Boards Directive. Its results show that some progress has been achieved, but much work remains ahead of us.



L'économie sociale, un vecteur pour surmonter la pauvreté et l'exclusion sociale

Par le groupe des organisations de la société civile du CESE

À l'heure où l'Union se prépare à lancer sa stratégie européenne de lutte contre la pauvreté, attendue de longue date, nous nous sommes entretenus avec Alain Coheur, nouveau président de la commission consultative des mutations industrielles (CCMI) du CESE et rapporteur de l'avis du CESE intitulé [«Lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale en exploitant le pouvoir de l'économie sociale et des innovations socio-économiques»](#), adopté en 2024.

Quelles sont les trois principales conclusions de l'avis?

L'avis considère la pauvreté comme une problématique pluridimensionnelle, qui a une incidence sur le logement, l'éducation, les soins de santé, l'accès à l'énergie et l'inclusion numérique. Pour aborder cette question dans toute sa complexité, il est nécessaire d'assurer une coordination entre les niveaux local, national, européen et international. L'[économie sociale](#) constitue un vecteur de changement essentiel, mais sous-utilisé. Ancrées dans la solidarité et la gouvernance démocratique, les organisations de l'économie sociale favorisent des écosystèmes inclusifs, stimulent l'innovation sociale et apportent leur soutien aux groupes vulnérables. Toutefois, pour libérer le potentiel de l'économie sociale, il nous faut surmonter des obstacles tels que sa reconnaissance insuffisante sur le plan juridique, son financement fragmenté et le soutien limité qu'elle reçoit de la part des institutions. En l'absence d'une stratégie européenne intégrée, les efforts collectifs de lutte contre la pauvreté se trouvent compromis.

Comment ces problèmes peuvent-ils être traités? Quelles sont les trois principales recommandations?

Pour relever ces défis, l'avis préconise une approche en trois volets. Au niveau local, les organisations de l'économie sociale doivent apporter des solutions adaptées, en nouant des partenariats, en créant des rôles d'ambassadeurs locaux et en stimulant l'innovation sur le terrain. Au niveau national, les gouvernements devraient s'acquitter de leur obligation de garantir les droits fondamentaux en mettant en place des cadres juridiques et budgétaires porteurs. Au niveau européen, il convient de mettre en place une stratégie unifiée intégrant l'économie sociale dans les transitions plus larges que sont notamment l'agenda social, la

stratégie numérique et le programme en matière de climat. Cela nécessite de mobiliser un soutien financier solide, consistant à optimiser les fonds de cohésion et de résilience de l'UE tout en prévoyant des financements européens spécifiques pour l'économie sociale. L'alignement sur les cadres mondiaux tels que les objectifs de développement durable ([ODD](#)) des Nations unies, les résolutions mondiales et thématiques et les [recommandations de l'OCDE](#) amplifiera l'impact systémique de l'économie sociale et permettra un changement transformateur.

Comment la nouvelle stratégie européenne de lutte contre la pauvreté peut-elle faire progresser le combat contre la pauvreté, l'exclusion sociale et la discrimination?

La [stratégie européenne de lutte contre la pauvreté](#) offre une occasion essentielle d'atteindre des objectifs mondiaux tels que l'ODD 1 (Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde) et l'ODD 10 (Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre), et prépare en même temps une vision d'une Europe de l'après-2025 axée sur le bien-être. Les politiques doivent s'attaquer aux disparités économiques, sociales et environnementales, tout en donnant la priorité aux initiatives locales, étant donné que les communautés locales sont les mieux placées pour apporter des solutions efficaces. Les gouvernements nationaux doivent garantir un accès universel aux services essentiels tels que le logement, les soins de santé et l'éducation. L'UE devrait jouer un rôle de premier plan en encourageant la collaboration transfrontière et en redéfinissant la prospérité grâce à des indicateurs de bien-être et d'équité allant au-delà du PIB. Institutionnaliser l'économie sociale en tant que pierre angulaire de cette transition garantira des résultats inclusifs et justes pour tous.

SOON IN THE EESC/CULTURAL EVENTS



[EN FINIR AVEC LA PRÉCARITÉ MENSTRUELLE: UN IMPÉRATIF DE SANTÉ PUBLIQUE ET DE DROITS HUMAINS FONDAMENTAUX](#)

Maria Walsh, députée au Parlement européen élue en Irlande, mène la lutte pour mettre un terme à la précarité menstruelle. Son plan pour une politique menstruelle est un appel à l'action, une feuille de route jalonnée de mesures concrètes pour que la pauvreté menstruelle soit reléguée à un passé révolu dans l'ensemble des 27 États membres de l'Union européenne. Si certains de ces derniers ont pris des mesures en ce sens, telles que la réduction de la «taxe sur les tampons hygiéniques» ou la mise à disposition de produits d'hygiène menstruelle dans les écoles, nombreux sont ceux dont les gouvernements n'ont toujours pas fait de la précarité menstruelle une priorité de premier plan. En finir avec ce phénomène ne consiste toutefois pas seulement à distribuer des tampons et des serviettes

hygiéniques, mais aussi à permettre à des millions de femmes et de filles de vivre dans la dignité et l'égalité.

Par Maria Walsh, députée au Parlement européen

Lorsque l'on parle de précarité, ce sont les pénuries alimentaires, les problèmes ou les charges pour se loger qui viennent immédiatement à l'esprit. Toutefois, les discussions sur la précarité omettent trop souvent l'un de ses aspects, à savoir la précarité menstruelle.

Ce terme de précarité menstruelle désigne l'absence de moyens pour acheter des produits menstruels et l'incapacité à y accéder. Elle frappe plus fréquemment les personnes à faibles revenus, les réfugiés, les jeunes et les personnes handicapées.

Malheureusement, ce problème est encore aggravé par la stigmatisation implacable et criante associée aux menstruations, qui prive nombre de personnes concernées du soutien dont elles ont besoin et réduit la marge de manœuvre nécessaire pour agir.

Trop longtemps, la santé menstruelle est restée à l'écart des grands sujets de préoccupation, demeurant souvent traitée comme une question marginale. Puisque la précarité menstruelle touche quelque 10 % des personnes menstruées dans l'Union européenne, il est temps de dépasser le discours qui la cantonnait à une simple «affaire de femmes» pour la hisser au rang d'impératif de santé publique et la traiter comme un problème de droits humains fondamentaux.

J'ai été élue à deux reprises députée au Parlement européen, et au cours de ces deux mandats, je n'ai eu de plus grand souci que de faire en sorte que l'égalité ne demeure pas un simple sujet de conversation mais devienne une réalité dans tous les pans de la société.

C'est pourquoi j'ai proposé mon plan pour une politique menstruelle («Plan for Periods»), une feuille de route qui définit des mesures concrètes pour éliminer la précarité menstruelle dans l'Union européenne. Pour y parvenir dans l'ensemble des 27 États membres, ceux-ci devront en fin de compte prendre des engagements politiques forts et agir pour se coordonner.

Cette proposition vise à mettre un terme à la précarité menstruelle, et pour ce faire, elle prend en compte les aspects de politique et de gouvernance, de l'accès et du caractère abordable, de l'éducation et de la sensibilisation, de la recherche et de la consultation des parties intéressées. Elle repose sur une approche intersectionnelle et inclusive et définit la manière dont l'Union européenne peut se placer en tête de l'action mondiale en faveur de la santé menstruelle.

Mon plan pour une politique menstruelle demande notamment d'agir dans les domaines suivants:

- élaborer un plan d'action de l'Union européenne pour la santé menstruelle, à savoir créer une stratégie officielle qui intègre cette question dans les cadres de l'Union en matière d'égalité hommes-femmes, d'éducation, de santé et de réduction de la pauvreté;
- réduire à zéro la TVA sur les produits menstruels, et pour ce faire, encourager les États membres à exempter complètement ces produits de la TVA à l'occasion de la révision de la directive sur la TVA de 2022;
- lancer des campagnes de sensibilisation du public, et ce dans les 24 langues officielles de l'Union européenne;
- investir dans la recherche, car il importe de garantir le financement de la recherche scientifique sur les menstruations, sur les problèmes de santé qui y sont liés, tels que l'endométriose, ainsi que sur la sécurité des produits et l'innovation dans ce domaine;
- établir des lignes directrices en matière de congés menstruels. Il s'agit d'encourager les États membres à concevoir des cadres volontaires pour le congé menstruel ou des assouplissements à ce titre de l'organisation du travail;
- intégrer la santé menstruelle dans la politique d'aide au développement et l'action humanitaire de l'Union européenne.

Je suis convaincue de toute l'importance d'une telle proposition sachant que le cycle menstruel est un fait physiologique qui rythme la vie de près de la moitié de la population mondiale. Il est évident que des produits d'hygiène menstruelle hors de portée entraînent pour les personnes concernées des répercussions qui se font sentir dans tous les aspects de leur vie. Ainsi, les jeunes manquent l'école parce que leurs menstruations leur posent des problèmes insolubles. Les adultes doivent s'absenter de leur travail. En outre, faute de pouvoir utiliser des produits sûrs pour faire face à leurs menstruations, ces personnes sont contraintes de mettre en jeu leur santé génésique.

Par conséquent, lutter contre la précarité menstruelle, ce n'est pas seulement permettre d'accéder aux produits d'hygiène menstruelle, mais aussi garantir la dignité, l'égalité, notamment l'égalité des chances, et la prospérité.

Je tiens à rappeler qu'une Europe qui œuvre en faveur de la compétitivité ne saurait négliger les inégalités qui empêchent les personnes d'exploiter les opportunités qui s'offrent à elles. Une véritable compétitivité n'est possible que si nous éliminons les obstacles, notamment la pauvreté menstruelle, et que si nous bâtissons une Europe où chacun peut participer pleinement et sur un pied d'égalité.

Ces dernières années ont certes été marquées par des avancées. Certains États membres de l'Union européenne ont supprimé ou réduit la «taxe sur les tampons hygiéniques», et reconnu ce faisant que les produits d'hygiène menstruelle ne sont pas des articles de luxe mais des produits de première nécessité. Dans mon État membre, en Irlande, les pouvoirs publics se sont engagés à mettre des produits d'hygiène menstruelle à disposition dans les écoles, et à suivre ainsi l'exemple donné par l'Écosse, qui a été le tout premier territoire au monde à rendre les produits d'hygiène menstruelle gratuits pour tous. L'Espagne a pris en février 2023 des mesures encadrant les congés menstruels, lorsque le gouvernement a fait voter une loi qui autorise les femmes souffrant de règles douloureuses à s'absenter du travail tout en étant rémunérées, dès lors qu'elles bénéficient d'une autorisation médicale.

De telles politiques prouvent que des changements sont possibles.

Cependant, les progrès demeurent inégaux. Nombreux sont les gouvernements qui ne reconnaissent toujours pas la précarité menstruelle comme une priorité pour leur action politique. De ce fait, dans toute l'Europe, ce sont des organisations de la société civile qui continuent d'assumer l'essentiel de la tâche sans bénéficier d'un soutien adéquat.

Aussi ma proposition est-elle en tout premier lieu un appel à l'action. Trop longtemps, les menstruations ont été passées sous silence. Mais grâce à des débats ouverts et à notre volonté d'agir, nous pouvons changer cette situation. En finir avec la précarité menstruelle ne consiste pas seulement à distribuer des tampons et des serviettes hygiéniques, mais aussi à permettre à chaque personne qui a des règles de vivre dans la dignité et l'égalité.

Pour mettre fin à la précarité menstruelle, il faut qu'elle devienne un terme normal de notre débat public. Il faut que les décideurs politiques travaillent main dans la main avec les éducateurs, les professionnels de la santé, les ONG et les militants. Pour cela, l'Union européenne doit renforcer son action et montrer la voie, tout en veillant à ne laisser personne de côté sur la route vers l'égalité. J'attends avec autant d'intérêt que d'impatience la stratégie de la Commission européenne pour lutter contre la pauvreté, dont la publication est prévue l'année prochaine, pour voir les mesures que la Commission entend prendre pour lutter contre la précarité menstruelle.

Maria Walsh a été élue députée au Parlement européen pour la première fois en 2019, avant de l'être à nouveau en 2024, sous les couleurs du parti irlandais Fine Gael. Elle représente la circonscription Midlands-North-West, qui regroupe 15 comtés de la République d'Irlande, et elle est inscrite au groupe PPE au Parlement européen. M^{me} Walsh siège au sein des commissions du Parlement européen chargées de l'agriculture et du développement rural (AGRI) et des droits de la femme et de l'égalité des genres (FEMM) en tant que membre de plein droit, et elle est également membre suppléante de la commission des libertés civiles, de la justice et des affaires intérieures (LIBE) et de la commission du développement régional (REGI). Parmi ses priorités figurent l'agriculture, le développement régional, les droits des femmes et la santé mentale. Aussi se fait-elle la porte-parole des agriculteurs de sa circonscription Midlands-North-West, des femmes et des jeunes filles, ainsi que de tous ceux qui ont besoin d'une aide et de services en matière de santé mentale.



Éradication de la pauvreté: promesse ou programme?

Le **Réseau européen de lutte contre la pauvreté (EAPN)** plaide depuis longtemps en faveur d'une stratégie européenne de lutte contre la pauvreté. Maintenant que son lancement approche,

Susana Anastácio, responsable de la communication à l'EAPN, partage la vision du réseau quant à la forme que devrait prendre une stratégie efficace. En effet, si nous voulons vraiment une Europe où chacun peut vivre dans la dignité, les promesses ne suffiront pas. Ce dont nous avons besoin, c'est de courage politique, d'un financement suffisant et d'un engagement à tous les niveaux.

Par Susana Anastácio, EAPN

Le Réseau européen de lutte contre la pauvreté et ses membres plaident depuis plus de 30 ans en faveur d'une stratégie européenne de lutte contre la pauvreté. Depuis l'annonce de cette nouvelle stratégie par Ursula von der Leyen, présidente de la Commission, en juillet 2024, nous avons intensifié nos efforts afin de

présenter une vision claire de ce à quoi devrait ressembler une stratégie efficace. À l'approche de 2026, l'année prévue pour le lancement de la stratégie, nous présentons notre vision avec espoir et prudence. En effet, même si l'on nous promet la justice sociale, le terrain reste inégal.

Dans son discours sur l'état de l'Union de 2025, la présidente von der Leyen a mis la barre plus haut en s'engageant à éradiquer la pauvreté d'ici à 2050. L'EAPN fait valoir depuis longtemps que l'objectif doit être l'éradication et non une simple atténuation de la pauvreté, et qu'il ne pourra être atteint qu'avec la participation effective des personnes en situation de pauvreté à chaque étape du processus: de la conception à l'évaluation, en passant par la mise en œuvre. C'est pourquoi nous demandons la création, dans le cadre de la stratégie européenne de lutte contre la pauvreté, d'un comité PeP (Personnes en situation de pauvreté) et d'un comité de la société civile.

«Rien sur nous sans nous» Des politiques élaborées à huis clos ne peuvent pas refléter la diversité des réalités vécues par ces personnes. Seule une expertise par expérience permettra de combler ces lacunes. Mais la participation doit être représentative, durable, significative et équitablement rémunérée, faute de quoi elle risque de devenir purement symbolique.

L'EAPN continue de créer des espaces où des personnes en situation de pauvreté dialoguent sur un pied d'égalité avec des décideurs politiques, des militants et des experts. En septembre, nous avons organisé la première consultation PeP en prévision du lancement de la stratégie européenne de lutte contre la pauvreté. Elle a rassemblé des experts par expérience de toute l'Europe ainsi que des représentants de la Commission européenne, notamment la vice-présidente exécutive Roxana Mînzatu, afin de discuter de solutions concrètes pour lutter contre la pauvreté dans l'UE.

Le 5 novembre, nous organiserons, en collaboration avec l'intergroupe «Lutte contre la pauvreté» du Parlement européen, une [Journée de lutte contre la pauvreté](#). Des organisations de la société civile ainsi que des personnes en situation de pauvreté contribueront activement à l'élaboration du programme et joueront un rôle de premier plan dans son déroulement. Cette journée sera suivie de la réunion PeP annuelle. Cette année, notre approche consiste à doter les personnes en situation de pauvreté des outils nécessaires pour garantir leur participation au moyen d'ateliers de renforcement des capacités ainsi que de réunions avec les principales parties prenantes. Nous avons tous besoin d'aide pour nous engager de manière efficace et les personnes en situation de pauvreté ne font pas exception.

Les informations recueillies dans le cadre de ces activités n'ont pas qu'une valeur symbolique; elles alimentent directement nos priorités politiques en prévision de la stratégie européenne de lutte contre la pauvreté. L'EAPN considère également cette stratégie comme une occasion unique de renforcer les engagements existants au titre du plan d'action sur le socle européen des droits sociaux. Nous avons défini cinq priorités: la garantie d'un revenu adéquat, des marchés de l'emploi inclusifs, l'accès aux services essentiels, la lutte contre le sans-abrisme et les aspects intersectionnels de la pauvreté.

Toutefois, la valeur ajoutée de la stratégie européenne de lutte contre la pauvreté réside dans sa capacité à aller au-delà des principes du socle européen des droits sociaux en s'attaquant aux causes profondes de la pauvreté et en reconnaissant sa nature multidimensionnelle. La pauvreté est ancrée dans une injustice systémique, des relations de pouvoir inégales et une répartition inéquitable des richesses et des ressources, et elle est renforcée par la discrimination.

C'est la raison pour laquelle l'EAPN a œuvré en faveur de l'intégration d'une perspective de lutte contre la pauvreté dans les stratégies antidiscrimination de l'UE, notamment dans des domaines comme la lutte

contre le racisme, les questions LGBTIQ et l'égalité entre les hommes et les femmes, tout en insistant sur la nécessité d'ancrer une perspective antidiscriminatoire dans la stratégie européenne de lutte contre la pauvreté, en tant que condition non négociable de son succès.

La lutte contre la pauvreté nécessite un véritable financement et une action coordonnée aux niveaux européen, national et local. Le prochain cadre financier pluriannuel (2028-2034) est donc l'une de nos principales préoccupations. À défaut de ressources suffisantes et si l'éradication de la pauvreté n'est pas clairement érigée en priorité, les engagements de l'UE risquent de rester lettre morte. L'absence d'un budget structurel et adéquat pour soutenir les populations les plus marginalisées est particulièrement alarmante.

Dans le même temps, il n'existe actuellement aucun mécanisme garantissant l'adoption de stratégies nationales et locales de lutte contre la pauvreté. L'EAPN et ses membres considèrent cette question comme centrale. Si l'UE peut définir la voie à suivre, les politiques de lutte contre la pauvreté relèvent très souvent des compétences nationales ou locales. Par exemple, l'Union ne peut pas redistribuer directement les revenus au moyen d'allocations de chômage ou de pensions, mais elle peut favoriser la coordination et fixer des normes minimales dans ce domaine.

Notre campagne actuelle à l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté insiste sur l'importance de stratégies nationales et locales de lutte contre la pauvreté s'appuyant sur les travaux de nos membres à l'échelon national et sur leurs rapports «Poverty Watch» nationaux. En 2026, nous lancerons le rapport «Poverty Watch» européen, qui donnera un aperçu de la situation actuelle dans l'ensemble de l'Europe.

Au sein de l'EAPN, nous restons déterminés à maintenir la pauvreté et l'exclusion sociale au premier rang des priorités politiques européennes, nationales et locales. Nous croyons en une Europe où chacun peut vivre dans la dignité, mais il faudra plus que des promesses pour y parvenir. Cet objectif requiert du courage politique, des ressources adéquates et un engagement commun à tous les niveaux de gouvernance.

Susana Anastácio est responsable principale de la communication pour le [Réseau européen de lutte contre la pauvreté \(EAPN\)](#), où elle gère la communication stratégique et l'engagement numérique afin de sensibiliser à la pauvreté et à l'exclusion sociale en Europe. Elle est plus spécialement chargée de traduire des questions sociales complexes en messages clairs et percutants destinés à des publics divers.

Le réseau européen de lutte contre la pauvreté (EAPN) est le plus grand réseau européen d'ONG, d'associations et d'organisations de terrain actives dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Créé en 1990, il rassemble 31 réseaux nationaux et 13 organisations européennes œuvrant en faveur d'une Europe plus inclusive sur le plan social.



Eurochild

Putting children at
the heart of Europe

Éradiquer la pauvreté infantile: un impératif dicté par les droits humains

La pauvreté infantile continuant d'augmenter tant dans l'Union que chez ses voisins, les États membres de l'UE ne sont toujours pas près d'atteindre l'objectif consistant à sortir cinq millions d'enfants de la pauvreté d'ici à 2030. Pourtant, en imposant des obligations contraignantes et en prévoyant un financement spécifique dans son nouveau budget, l'Europe a toujours la possibilité de placer les droits de l'enfant au cœur de son modèle social et économique, écrit [Eurochild](#), le plus grand réseau

européen d'organisations et de personnes travaillant pour et avec les enfants.

Mettre fin à la pauvreté infantile n'est pas un acte de charité, mais une obligation morale et juridique ancrée dans les droits humains. Chaque enfant a le droit de grandir à l'abri de la pauvreté et d'avoir accès aux services essentiels reconnus par la convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant (CNUDE).

Ce que disent les chiffres

Les États membres de l'UE sont loin d'atteindre l'objectif fixé pour 2030, à savoir réduire d'au moins cinq millions le nombre d'enfants en situation de pauvreté. Au contraire, la pauvreté infantile augmente. En 2024, [24,2 % des enfants](#) étaient exposés au risque de pauvreté et d'exclusion sociale. La situation est particulièrement grave en Bulgarie (35,1 %), en Espagne (34,6 %) et en Roumanie (33,8 %).

Dans les pays candidats, la situation est tout aussi préoccupante. En [2021](#), 50,1 % des enfants d'Albanie étaient exposés au risque de pauvreté et d'exclusion sociale, tandis que la pauvreté des enfants en Ukraine atteignait [65,6 % \(UNICEF\)](#). Au sein de l'UE, c'est en Finlande (+ 3,5 pp) et en Croatie (+ 2 pp) que l'on observe les plus fortes augmentations de la pauvreté infantile depuis 2023.

Comment lutter contre la pauvreté infantile?

La lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale des enfants est une priorité centrale d'Eurochild. Sur la base des informations fournies par nos membres, reprises dans notre [rapport phare annuel](#), notre action de plaidoyer promeut des réformes systémiques visant à lutter contre les inégalités structurelles. Il s'agit notamment:

- de renforcer les systèmes de protection sociale;
- d'accroître les investissements publics dans les services à la petite enfance;
- de garantir l'accès universel à une éducation et des soins de santé de qualité.

Nous avons invariablement plaidé en faveur de l'inclusion d'informations sur la pauvreté et les droits sociaux des enfants dans le [Semestre européen](#), qui est en cours de mise en œuvre. Nous influençons également la future [stratégie européenne de lutte contre la pauvreté](#), le [socle européen des droits sociaux](#) et le [plan européen pour des logements abordables](#), en veillant à ce que ces cadres soient pleinement intégrés dans le [cadre financier pluriannuel 2028-2032](#).

La pauvreté infantile se conjugue avec des facteurs tels que le handicap, le sexe, l'origine ethnique et le passé migratoire. Eurochild plaide en faveur d'une approche intersectionnelle et fondée sur les droits, qui donne la priorité aux enfants les plus défavorisés, en mettant l'accent sur la lutte contre la discrimination structurelle et la rupture des cycles d'exclusion afin de garantir l'équité dans tous les aspects du développement de l'enfance.

Avec l'association *Save the Children Europe*, Eurochild coprécide l'[Alliance européenne pour l'investissement dans l'enfance](#), une coalition d'une vingtaine de réseaux européens s'étant engagés à mettre fin à la pauvreté infantile. En juin, nous avons adressé aux présidents de la Commission européenne, du Parlement européen et du Conseil européen une [lettre conjointe](#) par laquelle nous réclamons un volet social solide dans le budget de l'UE. Nos revendications sont claires:

1. **Renforcer la garantie européenne pour l'enfance.** Cette initiative historique est efficace. Toutefois, elle doit être renforcée et rester bien ciblée sur les enfants les plus exposés.
2. **Intégrer la garantie européenne pour l'enfance dans un agenda social européen plus fort.** La future stratégie européenne de lutte contre la pauvreté, la révision du règlement relatif au Fonds social européen et le plan d'action sur le socle européen des droits sociaux doivent placer la lutte contre la pauvreté infantile au cœur des ambitions sociales de l'Europe. Ces cadres doivent être correctement conçus et financés de manière à soutenir des politiques globales, intersectionnelles et fondées sur les droits.
3. **Soutenir les ambitions grâce à un financement solide dans le prochain cadre financier pluriannuel.** L'investissement social doit rester au cœur des priorités de l'UE pour l'après-2027. L'Europe doit protéger la dimension sociale qui sous-tend sa cohésion, sa légitimité et son atout stratégique unique.

Le prochain budget de l'UE: l'occasion de lutter contre la pauvreté infantile

Le nouveau budget de l'UE est l'occasion pour l'Europe de placer les droits de l'enfant au centre de son modèle économique et social. Malgré les progrès réalisés dans le cadre de la garantie européenne pour l'enfance et du Fonds social européen plus (FSE+), des lacunes persistent. Les plans de partenariat nationaux et régionaux, proposés par la Commission européenne pour remplacer le FSE+, risquent de reléguer au second plan les investissements axés sur les enfants.

Eurochild demande instamment des engagements explicites en faveur de l'éradication de la pauvreté infantile, y compris l'affectation de fonds à la lutte contre la pauvreté infantile dans les plans de partenariat nationaux et régionaux, correspondant au moins à l'exigence actuelle de 5 % du FSE+, voire davantage pour les pays où les taux de pauvreté infantile sont plus élevés.

Nous réclamons en outre des garanties plus solides en ce qui concerne les normes internationales en matière de droits de l'enfant, y compris la CNUDE et la convention des Nations unies relative aux droits des personnes handicapées (CNUDPH), ainsi que la participation des organisations de la société civile et des enfants à la conception et au suivi des programmes. Lier ces priorités au [Semestre européen](#) garantirait l'obligation de rendre des comptes et le suivi des progrès au moyen d'objectifs mesurables et de rapports annuels.

En l'absence d'obligations contraignantes, d'un financement suffisant et d'une gouvernance participative, l'UE risque de ne pas tenir sa propre promesse, à savoir sortir 5 millions d'enfants de la pauvreté d'ici à 2030 et éradiquer la pauvreté d'ici à 2050. L'inaction nuirait non seulement à la cohésion future de l'Europe, mais aussi aux droits fondamentaux des enfants.

Eurochild est le plus grand réseau européen d'ONG nationales et internationales, de coalitions en faveur des droits de l'enfant, d'instituts de recherche et de professionnels défendant les enfants et leur bien-être. Il compte 225 membres dans 41 pays. En influençant les politiques, en échangeant les bonnes pratiques et les recherches, et en associant activement les enfants à différents aspects de son travail, Eurochild entend faire en sorte que chaque enfant en Europe grandisse en étant heureux, en bonne santé et respecté, et que les droits de l'enfant soient au cœur des politiques européennes.



Entre progrès constants et vaines promesses: le soutien à la lutte contre la précarité énergétique dans l'UE

Si le nombre d'Européens qui ne sont pas en mesure de chauffer leur logement a diminué, des obstacles structurels plus profonds, tels que la lenteur des rénovations, le caractère disparate des politiques et l'inégalité d'accès au soutien financier, continuent de laisser des millions de personnes exposées au risque de précarité. Des initiatives juridiques et politiques ambitieuses, comme l'affectation obligatoire de fonds pour aider les personnes en situation de précarité énergétique, sont déjà en place. Pourtant, selon Samuele Livraghi, expert en politique énergétique à l'Institut pour la politique européenne en matière d'énergie et de climat (IEECP), l'épreuve de vérité consiste à traduire cette ambition politique en actions significatives, en veillant à ce que le soutien parvienne à ceux qui en ont le plus besoin.

Par Samuele Livraghi, IEECP

À première vue, il peut sembler que les [derniers chiffres d'Eurostat](#) sur la précarité énergétique dans l'UE indiquent certains progrès: en 2024, 9,2 % des citoyens de l'Union n'étaient pas en mesure de chauffer correctement leur logement, contre 10,6 % en 2023. Toutefois, ces progrès manifestes masquent des vulnérabilités persistantes au-delà de cet indicateur limité. En 2024, les effets combinés d'une baisse des prix de l'énergie, d'une modération de la demande, de campagnes d'information et de sensibilisation, d'actions de terrain et de divers investissements en faveur de l'efficacité énergétique ont contribué à réduire les chiffres globaux.

Toutefois, des obstacles structurels plus profonds subsistent, notamment la lenteur des taux de rénovation des bâtiments ([inférieurs à 1 %](#)), la fragmentation de la mise en œuvre des politiques et l'accès inégal aux possibilités de cofinancement et aux prêts verts. Les analystes mettent en garde contre le fait qu'[entre 8 % et 16 % des Européens pourraient encore être confrontés à la précarité énergétique](#). Pour compliquer encore cette situation, de nombreux ménages en situation de précarité énergétique ne sont pas strictement pauvres en revenus: les ménages à revenu intermédiaire disposant de logements inefficaces sur le plan énergétique ou dont les coûts de l'énergie sont élevés peuvent également passer au travers des filets de sécurité sociale.

En outre, les disparités géographiques et démographiques restent marquées. Dans les zones rurales, non seulement [les ménages consacrent souvent 7 % ou plus](#) de leurs revenus à l'énergie, mais la plupart des habitations rurales ont également été construites avant les années 1970. Nombre d'entre elles sont encore chauffées à l'aide de combustibles à forte teneur en carbone, près de [40 millions de ménages ruraux n'étant pas raccordés au réseau de gaz](#) et faisant face à des coûts de chauffage plus élevés, à un accès limité à des options énergétiques plus propres et au sous-investissement dans la qualité des logements.

L'élan politique actuel se traduit-il par des actions?

La [refonte de la directive \(UE\) 2023/1791 relative à l'efficacité énergétique](#) renforce l'impératif juridique consistant à autonomiser et à protéger les personnes vulnérables en situation de précarité énergétique. L'article 8, paragraphe 3, dispose désormais qu'une part déterminée des économies d'énergie doit être affectée ou réservée aux groupes prioritaires (généralement compris comme les ménages à faibles revenus, les ménages en situation de précarité énergétique, les locataires et les habitants de logements sociaux).

La date limite de transposition de la directive est le 10 octobre 2025. Dans les derniers [rapports des États membres](#), la clause de cloisonnement (article 8, paragraphe 3) apparaît encore occasionnellement comme une déclaration symbolique au lieu d'être soutenue par un budget contraignant ou une réserve claire de projets, ce qui [ralentit les interventions indispensables](#). Certains [États membres manquent](#) de la granularité des données nécessaire pour cibler efficacement les ménages, ou ciblent plutôt les «clients vulnérables» au moyen de subventions génériques à l'énergie, de tarifs sociaux ou de réductions fiscales, plutôt que de mises à niveau structurelles. En outre, [plusieurs évaluations soulignent que](#) les mesures visant à améliorer l'efficacité énergétique ont touché de manière disproportionnée les ménages les plus aisés, alors que les ménages les plus pauvres ont moins de capacité à cofinancer les rénovations.

S'il est pleinement mis en œuvre, le cloisonnement pourrait apporter un souffle indispensable d'air frais aux ménages vulnérables, qui sont souvent à la marge des discussions et des mesures politiques. Les ménages en situation de précarité énergétique bénéficieraient d'une [réserve de financement spécifique](#), qui garantirait qu'une partie des économies leur parvienne expressément. Dans la pratique, cela pourrait se traduire comme suit:

- la rénovation en profondeur ou la modernisation partielle des logements les moins performants, réduisant les factures énergétiques de 30 à 50 %, comme le prévoit la [vague de rénovations pour l'UE](#);
- une assistance technique ciblée, couplée à un financement (prêts, subventions, remboursement sur facture), afin de veiller à ce que les ménages vulnérables ne soient pas confrontés à des obstacles initiaux;
- le déploiement prioritaire d'interventions (isolation, pompes à chaleur, photovoltaïque) dans les secteurs du logement social et des logements destinés aux ménages à faible revenu, avec le soutien du [Fonds social pour le climat](#) et comme le préconise la [directive sur la performance énergétique des bâtiments \(refonte\)](#);
- un suivi et une évaluation renforcés, en veillant à ce que les résultats (réduction des arriérés, amélioration du confort intérieur et bénéfices en matière de santé) soient pris en compte dans les ajustements des politiques, comme le prévoient tant les plans nationaux en matière d'énergie et de climat que les plans sociaux pour le climat.

En 2024, onze États membres avaient déjà mis en place des observatoires de la précarité énergétique, une étape fondamentale pour diagnostiquer et contextualiser le problème. Pour continuer à promouvoir ces stratégies, les responsables politiques, les experts et les praticiens doivent reconnaître que les citoyens et les communautés sont à l'avant-garde de ces défis et qu'ils doivent être entendus. Cette possibilité existe à condition que [la capacité d'adaptation](#) de ceux-ci soit comprise et mobilisée, nous permettant ainsi de déterminer si et comment les ménages peuvent traduire les gains d'efficacité en améliorations réelles de leur confort quotidien et en une plus grande résilience.

Les outils existants suffisent-ils sous la pression actuelle?

Les responsables politiques de l'UE ont compilé une impressionnante boîte à outils qui devrait soutenir directement la réduction de la précarité énergétique au moyen de dispositions spécifiques dans les directives sur l'efficacité énergétique, les bâtiments et les énergies renouvelables, du règlement sur la gouvernance de l'union de l'énergie, du financement pour la reprise et la résilience, des Fonds structurels et de cohésion de l'UE, et du Fonds social pour le climat.

Mais est-ce suffisant? [Soixante-quinze pour cent des bâtiments de l'Union sont classés comme présentant une mauvaise performance énergétique](#) et nombre d'entre eux nécessitent des rénovations en profondeur à [forte intensité de capital](#). Pour de nombreux ménages, le cofinancement ou le préfinancement ainsi que les coûts administratifs des rénovations restent prohibitifs. La charge partagée du financement incombe souvent aux autorités nationales, régionales ou locales dont les budgets sont mis à rude épreuve. Pourtant, ces autorités [sont largement exclues du processus](#) d'élaboration des plans sociaux pour le climat, malgré les obligations juridiques imposant qu'elles y soient associées.

Espoir et impératif

Dans le contexte de ces lacunes systémiques, il existe des raisons d'espérer. [Dans toute l'Europe](#), les ONG locales, les organismes de logements sociaux, les coopératives énergétiques, les programmes municipaux de modernisation et les «laboratoires de lutte contre la précarité énergétique» menés par les citoyens prouvent que le changement peut s'opérer à partir du terrain. Ces histoires doivent être saluées et amplifiées. Si les institutions européennes, les États membres et la société civile s'engagent à donner la priorité à l'équité structurelle, la lutte contre la précarité énergétique peut être traitée non pas comme une simple statistique, mais comme un moyen transformateur d'améliorer les moyens de subsistance des citoyens et de garantir un avenir meilleur pour tous et qui englobe la [justice énergétique](#).

Samuele Livraghi est expert en politique énergétique à l'[Institut pour la politique européenne en matière d'énergie et de climat \(IEECP\)](#), un pôle de recherche indépendant à but non lucratif qui transforme les connaissances scientifiques en conseils pratiques à l'intention des responsables politiques et des organisations œuvrant à un avenir énergétique durable. Ses recherches portent essentiellement sur la précarité énergétique, l'évaluation des politiques et l'inclusivité, dans le cadre de projets tels que [ASSERT](#), [LOCATEE](#), [RENOVERTY](#) et [ENSMOVPlus](#). Ces projets lui ont permis d'explorer plus avant les intersections entre la politique, la société, l'économie et le climat, en mettant en œuvre des compétences analytiques pour étayer ses recherches. Ils lui ont également donné l'occasion d'observer les différentes formes que revêt la précarité énergétique dans toute l'Europe et de documenter les incidences des rapports sur le climat.



[Quand même le travail ne permet pas de vivre décemment: mettre fin à la pauvreté des travailleurs en Europe](#)

Par Sotiria Theodoropoulou, ETUI

Un emploi devrait normalement ouvrir une voie sûre vers une vie décente. Et pourtant, en 2024, un adulte actif sur douze en Europe était un «travailleur pauvre». Dans un entretien accordé à CESE info, Sotiria Theodoropoulou, chercheuse à l'Institut

syndical européen, nous en donne la définition et nous explique en quoi cette notion diffère de la privation matérielle et sociale grave. En Europe, c'est au Luxembourg que le taux de pauvreté au travail est le plus haut, alors même que le pays affiche le PIB par habitant le plus élevé de l'Union.

Qu'est-ce qu'un «travailleur pauvre»? Et quelle est la différence entre la pauvreté au travail et les autres formes de pauvreté, comme la privation matérielle?

Les «travailleurs pauvres» (des personnes qui travaillent mais sont exposées au risque de pauvreté) sont des adultes qui, alors qu'ils ont un emploi (ce qui en fait des travailleurs), disposent de revenus faibles (et sont donc exposés au risque de pauvreté). Le revenu de leur ménage, après ajustement pour tenir compte du nombre et de l'âge des personnes qu'il comprend, se situe en deçà de 60 % du revenu moyen observé dans leur pays.

La pauvreté au travail correspond à une situation dans laquelle le revenu d'un ménage est bas par rapport à celui des autres habitants du pays; elle n'est donc pas nécessairement synonyme de faible niveau de vie. Ce

n'est pas la même chose que d'être exposé au risque de pauvreté ou d'exclusion sociale. Le risque de pauvreté ou d'exclusion sociale est en effet plus vaste et englobe toute personne percevant de faibles revenus, se trouvant dans un état de privation matérielle et sociale grave ou faisant partie d'un ménage à très faible intensité de travail (au sein duquel les adultes en âge de travailler le font 20 % ou moins de leur temps de travail potentiel).

La notion de pauvreté au travail diffère de celle de privation matérielle et sociale grave, qui désigne le fait d'être contraint de se priver d'au moins sept des treize éléments considérés comme nécessaires et souhaitables pour mener une vie convenable. Les travailleurs pauvres ne se trouvent donc pas obligatoirement dans une situation de privation matérielle et sociale grave. Le fait de vivre dans un ménage à très faible intensité de travail, où les adultes en âge de travailler le font 20 % ou moins de leur temps de travail potentiel, constitue en revanche un facteur déterminant de pauvreté au travail.

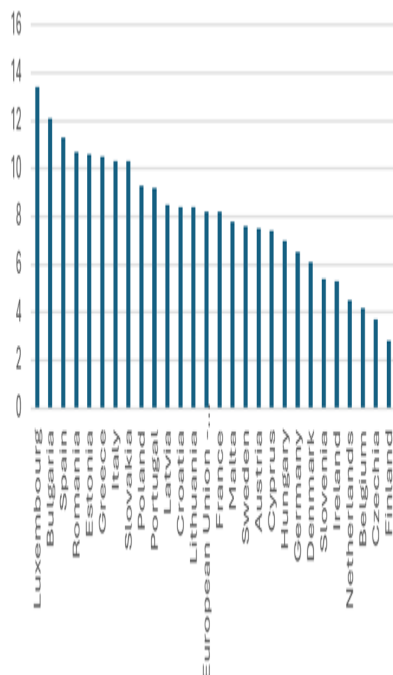
Quelles sont les dernières statistiques relatives aux travailleurs pauvres au sein de l'Union européenne? La tendance est-elle à la hausse ou à la stagnation par rapport à il y a cinq ou dix ans?

Les écarts entre les taux de pauvreté au travail restent très marqués au sein de l'Union: en 2024, le Luxembourg occupait la tête du classement (13,4 %), tandis que la Finlande et la Tchéquie affichaient les taux les plus bas (2,8 % et 3,7 % respectivement) (voir figure 1). Si, pour l'ensemble de l'Union, le taux a diminué par rapport au pic de 9,8 % atteint en 2016, ce qui montre une certaine amélioration, la résilience, ou la capacité à faire face à la pression économique, reste inégale. Certains pays résistent en effet mieux que d'autres au coût élevé de la vie.

Quels sont les groupes de population les plus exposés? À quelles conséquences ces travailleurs sont-ils confrontés?

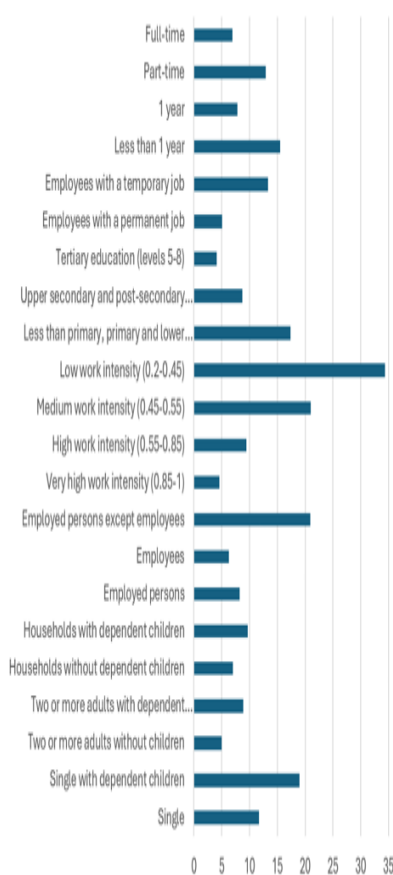
Les groupes les plus exposés au risque de pauvreté au travail sont ceux dont l'intensité de travail au sein du ménage est faible, qui ont des contrats atypiques (à durée déterminée ou à temps partiel), qui possèdent moins de qualifications ou qui sont composés de migrants ou de parents isolés (voir figure 2). Les écarts entre les hommes et les femmes en matière de soins et la concentration du travail à temps partiel aggravent en outre l'exposition des femmes dans de nombreux États membres, ce qui montre que le nombre d'heures et la composition du ménage comptent autant que le salaire horaire.

Figure 1: Taux de pauvreté au travail (en %), Europe des Vingt-sept et États membres, 2024



Source: base de données EU-SILC (ilc_iw01 series)

Figure 2: Taux de pauvreté au travail (en %) en fonction des caractéristiques sociodémographiques et liées au marché du travail, Europe des Vingt-sept, 2024



Source: base de données EU-SILC (ilc_iw01/02/03/04/05/06/07/16 series)

Quelles sont les mesures prises par l'Union et les États membres pour lutter contre la pauvreté au travail et sont-elles suffisantes? Que faudrait-il faire de plus?

Certaines politiques peuvent contribuer à réduire la pauvreté au travail:

- des planchers salariaux adéquats (un salaire minimum équitable pour tous les travailleurs) et une large couverture des négociations collectives (jusqu'à 80 % des travailleurs couverts par des accords qui fixent leur rémunération et leurs conditions de travail);
- la transparence et l'application des règles en matière d'égalité des rémunérations;
- des contrats équitables;
- un nombre d'heures prévisible et un plein accès à la protection sociale pour les travailleurs atypiques;
- des services de garde d'enfants universels et abordables qui permettent à plus d'adultes au sein d'une famille de travailler ou d'accepter un plus grand nombre d'heures de travail s'ils le souhaitent;
- une aide au revenu minimum adéquat qui ne tienne pas compte des revenus, de manière à permettre aux familles de continuer à bénéficier de certaines prestations lorsqu'un de leurs membres commence à percevoir une rémunération, afin que le deuxième contributeur aux revenus du ménage y gagne réellement en travaillant plus d'heures.

Le droit et les orientations de l'Union fournissent désormais une boîte à outils en la matière: la [directive relative à des salaires minimaux adéquats](#), la [directive sur la transparence des rémunérations](#), la [directive sur le travail via une plateforme](#) et la [recommandation de 2023 relative à un revenu minimum adéquat](#).

Alors que le deuxième système d'échange de quotas d'émission de l'UE (SEQE 2) entrera en vigueur en 2027, le Fonds social pour le climat (2026-2032) pourra réduire les coûts inévitables en matière d'énergie et de transport qui maintiennent sous le seuil les ménages à bas revenus. Promouvoir un meilleur niveau d'instruction et permettre aux travailleurs migrants de travailler dans les règles peut également limiter le risque de pauvreté au travail.

Pour finir, il convient de suivre les avancées en examinant le nombre de travailleurs restant exposés au risque de pauvreté et en ventilant ces données par type de contrat, par sexe et par nombre de personnes actives au sein d'un ménage. Cela permettrait de s'assurer que les politiques bénéficient à ceux qui en ont le plus besoin. Ces informations, recueillies dans le cadre de la principale enquête de l'UE sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC), devraient être publiées de manière régulière et rendues accessibles afin que chacun puisse les consulter.

Sotiria Theodoropoulou est cheffe de l'unité de recherche «Politiques européennes économiques, sociales et de l'emploi» à l'Institut syndical européen (ETUI), basé à Bruxelles.

Rédaction

Ewa Haczyk-Plumley (editor-in-chief)
Laura Lui (ll)

Contributeurs à la présente édition

Chrysanthi Kokkini (ck)
Daniela Vincenti (dv)
Giorgia Battiato (gb)

Jasmin Kloetzing (jk)
Katarzyna Karcz (kk)
Katerina Serifi (ks)
Laura Lui (ll)
Leonard Mallett (lm)
Marco Pezzani (mp)
Margarita Gavanis (mg)
Margarida Reis (mr)
Millie Tsoumani (at)
Pablo Ribera Paya (prp)
Samantha Falcioni (sf)
Parminder Shah (ps)
Thomas Kersten (tk)

Coordination

Giorgia Battisto (gb)
Leonard Mallett (lm)

Adresse

European Economic and Social Committee
Jacques Delors Building,
99 Rue Belliard,
B-1040 Brussels, Belgium
Tel. (+32 2) 546.94.76
Email: eescinfo@eesc.europa.eu

EESC info is published nine times a year during EESC plenary sessions. EESC info is available in 24 languages
EESC info is not an official record of the EESC's proceedings; for this, please refer to the Official Journal of the
European Union or to the Committee's other publications.
Reproduction permitted if EESC info is mentioned as the source and a link is sent to the editor.

Cover photo: © Andreas Haubjerg

08/2025